

INpreCOR

Numéro 330 du 10 au 23 mai 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB



TIERS MONDE
Pour une écologie
de la libération

Dix ans de sale boulot

CUBA
Rumeurs
de La Havane



INpreCOR

SOMMAIRE DU N° 330
DU 10 AU 23 MAI 1991

3

MOYEN-ORIENT

Les fruits amers de la paix
Salah JABER

10

PEROU

Les années de plomb
Robert LOCHHEAD

12

FRANCE

1981-1991

Dieu et la République
Francis SITEL

17

Dieu et le libéralisme
Maxime DURAND

VOULEZ VOUS ME DIRE
CE QUE JE FAIS DANS
CETTE REVUE ?



20

CUBA

« La patrie sera un éternel Baragua »
Janette HABEL

25

ECOLOGIE

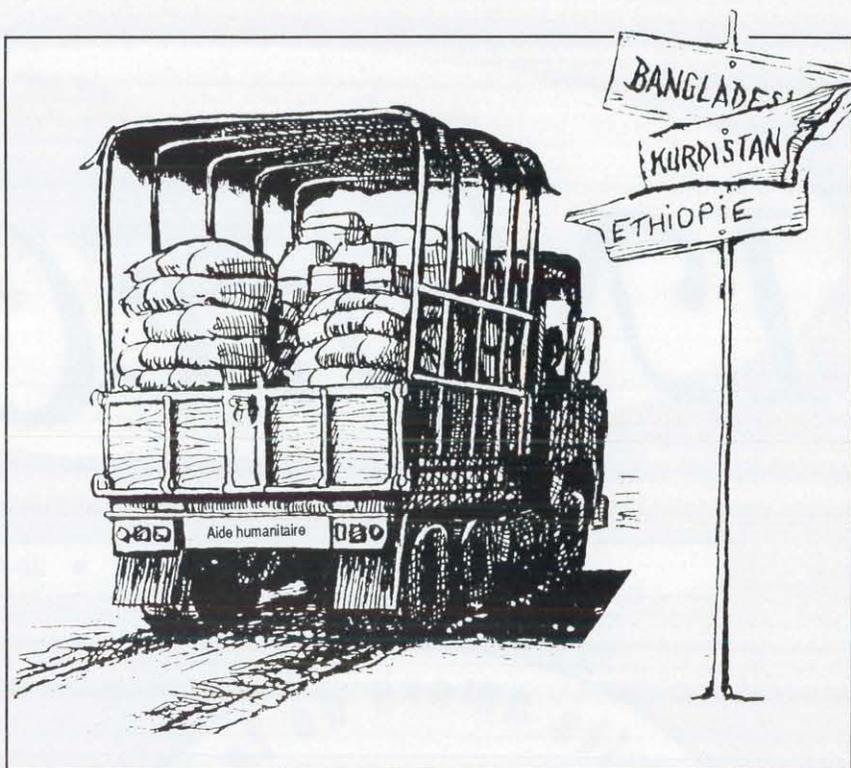
Pour une écologie de la libération
Nicholas HILDYARD

28

Nouvelles du monde

ALLEMAGNE ; GRANDE-BRETAGNE
TCHECOSLOVAQUIE ; URSS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



Le dessin de Une de F. Mitterrand est de Hans Geisen ; il est paru dans le *Basler Zeitung* (Bâle) et a été reproduit par *Courrier International* du 7 mai 1991.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France : 230 FF pour six mois. 460 FF pour un an.
Europe : 250 FF pour six mois. 500 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les fruits amers de la paix

LES représentants des huit Etats arabes alliés, réunis dans la capitale syrienne les 5 et 6 mars 1991, ont adopté la Déclaration de Damas proclamant un "nouvel ordre arabe", dont la filiation avec le "nouvel ordre mondial" de Bush est déjà évidente dans l'appellation.

Les deux principaux volets de la Déclaration sont d'ordre militaire et économique. Dans la foulée de l'action commune contre l'Irak, les troupes égyptiennes et syriennes — respectivement 35 000 et 20 000 soldats — présentes sur les territoires de l'Arabie saoudite et du Koweït y seront maintenues, voire même augmentées (la Syrie envisage de doubler ses effectifs) et déployées dans d'autres Etats du Golfe.

Ces troupes, dit la Déclaration, constituent « le noyau d'une force de paix arabe mise sur pied pour garantir la sécurité et l'intégrité des Etats arabes de la région du Golfe ». Bien que cette alliance militaire se défende d'être « dirigée contre une quelconque partie », il est clair que la sécurité et l'intégrité des monarchies du Golfe ne sont actuellement menacées, réellement ou potentiellement, que par les deux prétendants à l'hégémonie dans cette région : l'Irak qui vient de subir le traitement que l'on sait, et l'Iran, qui sort renforcé de fait par l'écrasement de son adversaire. En fait, ces deux Etats ont longtemps exercé une dissuasion réciproque par rapport à la stabilité de l'ordre impérialiste et réactionnaire dans le Golfe.

Quand l'Irak était source de subversion nationaliste, l'Iran du chah le tenait en échec. Puis lorsqu'après février 1979,

L'opération "Tempête du désert" était conçue comme une étape décisive vers un réaménagement politique de l'Orient arabe sous l'hégémonie des Etats-Unis. A la guerre américaine, devait succéder une *Pax Americana* dont les éléments ont commencé à être mis en place dès la fin des opérations militaires contre l'Irak. Au centre de cet édifice, figure l'alliance des six monarchies (1) membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), avec l'Egypte et la Syrie, principaux Etats arabes membres de la coalition anti-irakienne. Cependant son principal obstacle reste paradoxalement l'Etat d'Israël : l'intransigeance du gouvernement de la droite sioniste, dirigé par Itzhak Shamir, gêne grandement les efforts déployés par le secrétaire d'Etat américain, James Baker, pour l'élaboration d'un règlement israélo-arabe sous le patronage des Etats-Unis.

Salah JABER

L'Iran est devenu source de subversion khomeiniste, c'est l'Irak qui s'est érigé en

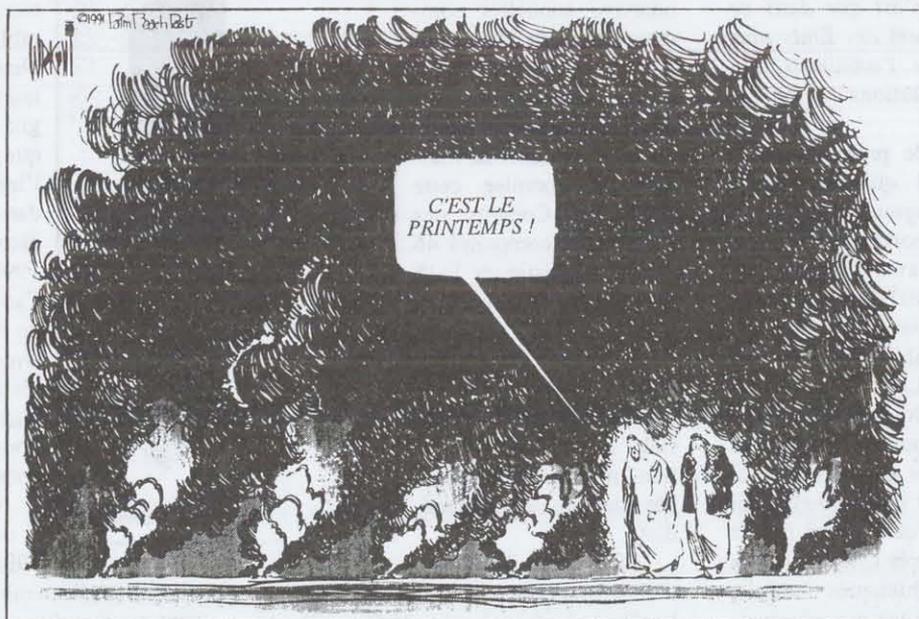
mière fois depuis que ces Etats existent dans leur forme actuelle, placé à la fois l'Irak et l'Iran dans le camp des adversaires de l'ordre impérialiste traditionnel dans la région. Cette situation inédite nécessitait le réaménagement du système de protection des piliers locaux de cet ordre. Un contre-poids extérieur à la double menace irakienne et iranienne s'imposait.

L'intervention massive des troupes impérialistes, celles des Etats-Unis en particulier, visait à réaliser ce qu'aucune force locale n'était en mesure d'accomplir, à savoir la destruction du potentiel militaire irakien. Elle visait également à créer les conditions politiques, voire même psychologiques, du réaménagement souhaité. Mais, pour des raisons politiques doublées de considérations religieuses, le stationnement prolongé de

forces occidentales massives en Arabie saoudite était une option très improbable. Leur présence maintenue sur le sol de ce qui est considéré par décret religieux (*fatwa*) comme une gigantesque mosquée, risquerait, en effet, de cristalliser le ressentiment anti-occidental, nationaliste ou religieux, des masses arabes. Voilà pourquoi, les Etats-Unis et leurs riches protégés du Golfe ont mis au point un nouveau système de sécurité adapté aux réalités nouvelles et tradition-

nelles qui comprend trois échelons, faisant de l'intervention militaire américaine directe un recours ultime.

Le premier échelon est constitué par les propres forces des monarchies du Golfe : elles seront considérablement ren-



« défenseur de la porte orientale de la nation arabe », menant contre son voisin une guerre dévastatrice de huit ans avec le soutien financier des monarchies pétrolières arabes. Le retournement de l'Irak contre le Koweït et le redéploiement des ambitions de Saddam Hussein en direction de ses voisins arabes ont, pour la pre-

1) Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis (EAU), Koweït, Oman et Qatar.

forcées dans la période à venir. Les effectifs de l'armée saoudienne vont être doublés ou triplés, jusqu'à 100 ou 150 000 soldats d'active, avec un recours massif probable à des mercenaires égyptiens, pakistanais et peut-être marocains. La petite

armée du Koweït va, elle aussi, être élargie de la même manière. A la clé, il y a, bien sûr, un gros marché garanti pour l'industrie militaire des Etats-Unis, après la démonstration de l'efficacité de ses produits dans la "Tempête du désert". ★

cain, en ces temps de grande banqueroute soviétique.

Le troisième échelon, celui du dernier recours, est l'intervention directe de l'armée nord-américaine, en particulier le déploiement direct de ses troupes sur le terrain. Avant l'invasion du Koweït par l'Irak, le dispositif militaire américain pour la région reposait en grande partie sur l'allié israélien et les armées égyptienne et saoudienne intégrées au système régional du Pentagone. Celui-ci est coiffé par le Central Command (CentCom) dont le quartier général se trouve à Tampa, en Floride, et dont le chef n'est autre que Norman Schwarzkopf. Le CentCom pouvait compter également sur l'allié turc, mais disposait aussi de ses propres forces d'intervention : les bases américaines de

Le nouveau système de sécurité régionale

LES VENTES déjà négociées par Washington avec la seule Arabie saoudite atteignent la somme rondelette de 10 milliards de dollars. Il y en aura probablement autant pour le Koweït qui doit reconstituer en grande partie son arsenal. Quant à ceux qui, par naïveté pacifiste ou dévouement à la cause de l'Etat d'Israël, critiquent ces ventes d'armes et leur opposent les déclarations de l'administration Bush elle-même sur la nécessité d'un contrôle des armements dans cette région du monde, celle-ci rétorque avec une belle hypocrisie qu'il faut d'abord établir un équilibre des forces entre les pays arabes de la région (et non entre eux et l'Etat d'Israël) : « L'officiel [du Département de la défense, ndr] a déclaré que l'administration est déterminée à accroître les arsenaux des Etats arabes amis dans le Golfe — pays qui, a-t-il ajouté, restent moins puissants individuellement que l'Irak. Ce n'est que dans ce contexte de renforcement des Etats plus faibles, a-t-il dit, que l'administration considérerait des limitations régionales de l'armement » (2).

En somme, loin de promouvoir un désarmement régional qui engloberait l'Etat sioniste, Washington ne "considérerait" un gel des exportations d'armes vers la région qu'après avoir amené le potentiel militaire individuel de ses alliés les plus sûrs à un niveau dissuasif pour un ennemi potentiel comparable à l'Irak (l'Iran étant sous-entendu). Les seules armes dont l'administration Bush entend d'ores et déjà prohiber de nouvelles livraisons aux pays arabes sont les armes NBC (nucléaires, biologiques et chimiques), ainsi que les missiles balistiques d'une portée de plus de 150 kilomètres (3). Les autres armements, engins sophistiqués compris, continueront à être vendus aux partenaires arabes de Washington.

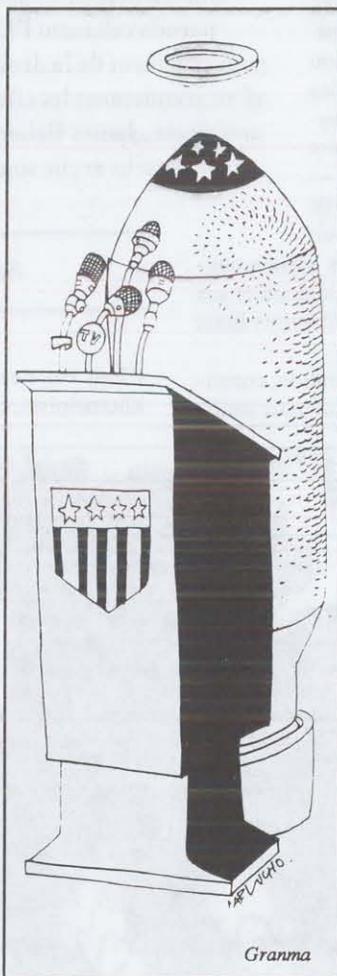
L'ironie de la situation fait d'ailleurs que c'est Israël qui demande aujourd'hui le gel des capacités militaires régionales — certainement pas un désarmement équilibré — de manière à stabiliser son avantage résultant de l'écrasement de l'Irak, tout en épargnant à l'économie israélienne, aux prises avec les problèmes

de l'immigration des juifs d'Union soviétique, le coût d'une poursuite sans fin de la course aux armements.

Le deuxième échelon du nouveau système de protection des monarchies du Golfe est constitué par la "force de paix arabe". Des deux composantes de cette force, l'Egypte de Moubarak est certainement la plus sûre actuellement. Elle a été réarmée massivement par les Etats-Unis depuis la signature de son traité de paix avec l'Etat d'Israël en 1979. L'objectif était de remplacer la dépendance structurelle de l'armée égyptienne envers l'URSS par son intégration au dispositif américain, passant par des manœuvres annuelles communes (*Bright Star*) ainsi que par le remplacement de la panoplie militaire (4). La dernière livraison de ce programme de réarmement, soumise cette année au Congrès des Etats-Unis, comprend 46 avions sophistiqués F-16 avec leur stock de bombes et de missiles.

L'armée syrienne reste étroitement dépendante de Moscou pour son matériel. Son "américanisation" n'est pas envisageable dans un avenir immédiat.

Pour cela, il faudrait d'abord parvenir à un traité de paix syro-israélien similaire à celui de Camp David et s'assurer, par ce moyen entre autres, de l'irréversibilité de l'allégeance syrienne envers les Etats-Unis. Pour le moment, Damas est un allié sous surveillance étroite de la part de Washington, qui n'en espère pas moins que les intérêts économiques de l'Etat syrien dicteront à cet adepte de la *realpolitik* qu'est Hafez el-Assad un ancrage résolu du côté améri-



Granma

Turquie et de Diego Garcia dans l'Océan indien ; la flotte américaine dans le Golfe, disposant de facilités à Bahrein ; les flottes dans les alentours, y compris en Méditerranée, ainsi que la Force de déploiement rapide intervenant à partir de l'Europe et des Etats-Unis.

L'opération contre l'Irak a mis en relief les lourdeurs qui ont accompagné le déploiement nord-américain en Arabie saoudite et la haute vulnérabilité de sa première phase. Les commentateurs militaires ont souligné rétrospectivement que, si l'Irak avait pris l'initiative d'intervenir dans le royaume saoudien, dès le mois d'août 1990, pour y empêcher l'accumulation des forces de la coalition, les Etats-Unis auraient été confrontés à une tâche beaucoup plus difficile. Le Pentagone a tiré les leçons de cette expérience.

Certes, Schwarzkopf a confirmé, le 24 mars 1991, que son armée n'avait pas l'intention de laisser une force terrestre massive en permanence, dans la région du Golfe. Il a cependant annoncé qu'un poste avancé de commandement américain, relevant du CentCom, sera éta-

2) *International Herald Tribune* (IHT), 8 mars 1991.

3) IHT, 29 avril 1991

4) Le matériel soviétique remplacé a été vendu ou livré par l'Egypte à des alliés tels que les *moudjahidines* afghans ou les Etats-Unis eux-mêmes, qui utilisent les armes soviétiques comme cibles pour l'entraînement de leurs troupes.

bli dans la région — à Bahrein, très probablement. Ce poste se chargera de la coordination du dispositif allié régional et de l'organisation de manœuvres conjointes arabo-américaines terrestres, navales et aériennes, ce qui suppose la présence fréquente, bien que non permanente, de troupes des Etats-Unis (5).

En revanche, la flotte américaine croisant en permanence dans le Golfe sera renforcée. Et surtout, le déploiement direct de forces américaines sur place, en cas d'urgence, sera grandement facilité par le "pré-positionnement" de matériel américain.

Deux emplacements sont prévus : la

Turquie et, bien sûr, l'Arabie saoudite. Dans chacun de ces pays, sera entreposé l'armement d'une division fortement équipée de manière à ce que les effectifs correspondants puissent être à pied d'œuvre sur le terrain, en quelques jours. La capacité améliorée d'intervention américaine rapide, ajoutée à la capacité de déploiement à moyen terme illustrée par l'extraordinaire effort logistique pratiqué d'août 1990 à janvier 1991, qui est peut-être le seul véritable exploit des Etats-Unis dans la guerre contre l'Irak, sont suffisamment intimidantes face aux menaces potentielles, du point de vue du Pentagone. ★

Le "nouvel ordre" économique régional

CE SYSTEME à trois échelons a, comme tout système de sécurité, à la fois une fonction dissuasive et une fonction défensive et répressive. Les maîtres de l'ordre impérialiste savent néanmoins pertinemment que ces deux fonctions ne suffisent pas à assurer la stabilité qu'ils souhaitent. Ils sont parfaitement conscients de la nécessité de les compléter par une action préventive, d'autant plus que les deux premiers échelons ne sont pas totalement sûrs.

Les forces armées des monarchies du Golfe n'ont jamais brillé par leur efficacité. Quant à l'Egypte et à la Syrie, ce sont des Etats qui, indépendamment de la fiabilité de leur gouvernement aux yeux de Washington, sont constamment exposés à des risques de soulèvement populaire pouvant s'étendre à leurs forces armées. Leur relative fragilité politique provient notamment de la précarité de leurs situations socio-économiques. Contrairement aux monarchies pétrolières du Golfe figurant dans le peloton des Etats aux revenus les plus élevés par habitant, ces pays, l'Egypte en particulier, connaissent une grave détérioration du niveau de vie de leurs populations (6), source de tensions politiques et sociales permanentes.

C'est un problème du même ordre qui avait poussé la dictature irakienne à envahir le Koweït, en désespoir de cause. Saddam Hussein avait réagi au refus koweïtien de continuer à entretenir son régime, en développant pour l'occasion une rhétorique nationaliste appelant au partage équitable des richesses de la nation arabe entre toutes ses composantes. La Syrie,

pour sa part, a régulièrement extorqué des fonds aux monarchies pétrolières du Golfe par un chantage politico-terroriste au nom de la confrontation avec l'Etat sioniste.

La "Tempête du désert" a modifié radicalement ce contexte où des Etats riches, mais vulnérables, cédaient aux pressions d'Etats pauvres, mais puissants militairement et déterminés à exercer un chantage. L'intervention énergique des Etats-Unis aux côtés de leurs riches protégés a créé de nouvelles conditions dans lesquelles les monarchies pétrolières se sentent affranchies de toute menace régionale, fortes de la protection des Etats-Unis. Elles tenaient à souligner leur affranchissement, mais ont été aussi instamment pressées par Washington de continuer à dispenser leur aide financière aux Etats arabes acceptant de s'aligner sur la *Pax Americana*. Il ne s'agit plus de soumission à un racket exercé par des Etats n'hésitant pas à manier la subversion, mais de fonds versés à des fins de consolidation de l'ordre réactionnaire, notamment à des Etats offrant leurs services de mercenaires.

Le deuxième volet de la Déclaration de Damas porte précisément sur cet aspect des choses. Elle se fonde, d'une part, sur « le respect du principe de la souveraineté de chaque Etat arabe sur ses ressources naturelles et économiques ». Elle s'engage, d'autre part, à « renforcer la coopération économique » entre les signataires, puis à l'étendre à d'autres Etats arabes. L'innovation à cet égard est que l'aide des Etats riches sera désormais as-

sortie de conditions similaires à celles qui régissent le financement par les Etats impérialistes des pays d'Europe de l'Est. La finalité de la "coopération économique" est définie dans la Déclaration : « Encourager le secteur privé (...) à participer au processus de développement (...) et permettre aux petites et moyennes entreprises de profiter des fruits de la coopération. »

Dans l'esprit général de cette conception renouvelée du financement arabe, des mesures concrètes ont déjà été prises ou sont en voie de l'être : une rétribution particulière à l'Egypte et à la Syrie pour leurs bons et loyaux services, et un mécanisme de financement régional. La Syrie a reçu deux milliards de dollars, qui ont été d'un grand secours pour un régime baassiste au bord de la faillite. Les besoins de l'Egypte sont beaucoup plus importants, en rapport avec ses 55 millions d'habitants et sa grande misère, mais aussi en raison des lourdes conséquences économiques de la crise du Golfe sur un pays dont plus de deux millions de ressortissants travaillaient en Irak et au Koweït et pour qui le tourisme est une source majeure de devises.

Un effort spécial pour mouiller le baril de poudre égyptien est entrepris par les monarchies pétrolières arabes et les Etats-Unis, soucieux de sauvegarder leur allié le plus docile. Les premières ont annulé près de 7 milliards de dollars de dettes que leur devait l'Egypte. Washington en a annulé autant en dette militaire. En outre, l'administration Bush et ses alliés pétroliers exercent une pression sur le Fonds monétaire international (FMI) et les autres créanciers impérialistes pour un traitement de faveur à l'Egypte, sous l'égide du FMI. Près de 30 % des 40 milliards de dollars de dette gouvernementale égyptienne vont être annulés et le reste rééchelonné. Deux nouveaux prêts de 300 millions de dollars chacun seront accordés au Caire par le FMI et la Banque mondiale.

Ce traitement de faveur, succédant aux largesses du Club de Paris et de Washington à l'égard de la Pologne de Walesa (annulation de 50% et de 70% de la dette, respectivement), ne manquera pas d'inciter les gouvernements des pays les plus endettés, dont le trio latino-américain (Brésil, Mexique, Argentine) à réclamer des facilités similaires. La réponse par avance du sous-secrétaire américain au Trésor, David Mulford, selon lequel la Pologne et l'Egypte sont « uniques politi-

5) Cela suppose aussi, soit dit en passant, que les armées alliées soient dotées de matériel américain.

6) La population égyptienne augmente d'un million de personnes tous les neuf mois !

quement et économiquement » (7) indique bien que l'annulation de la dette comme la poursuite du financement impérialiste sont plus que jamais conçues comme des certificats de bonne conduite.

Les conditions politiques que remplit l'Égypte sont évidentes. Quant aux conditions économiques, le FMI a été chargé de les dicter. Comme de coutume, elles incluent la suppression de la subvention des prix des biens et services de première nécessité. Le gouvernement de Hosni Moubarak prévient déjà la population qu'elle doit s'attendre à de fortes hausses des prix de l'électricité, de l'essence et des autres produits pétroliers, donc des transports, et des denrées alimentaires de base, pain et viande compris. Chaque tentative égyptienne de se conformer aux injonctions du FMI a provoqué des émeutes populaires, comme dans la plupart des pays du tiers monde soumis au même diktat.

Pour amortir ce choc, les monarchies pétrolières du Golfe donnent déjà la priorité aux travailleurs immigrés égyptiens dans l'embauche de main-d'œuvre arabe, au détriment des Palestiniens, des Yéménites et autres ressortissants de pays n'ayant pas soutenu la coalition anti-irakienne, dont plus de deux millions ont déjà été expulsés des Etats concernés. Le nombre d'Égyptiens travaillant en Arabie saoudite a augmenté de près de 50 % en trois mois, passant de 684 000 en décembre 1990 à près d'un million actuellement. L'ambassadeur d'Égypte à Riyad a déclaré que les autorités saoudiennes se sont engagées à réserver dorénavant aux Égyptiens la moitié de tous les visas de travail qu'elles accordent (8). Il s'agit là du principal bénéfice tiré par Le Caire de son attitude politique : l'immigration dans le Golfe, comme chacun sait, résorbe en partie le chômage et constitue la principale source de devises (par transfert aux familles) de plusieurs pays.

L'Égypte et la Syrie seront, en outre, les principaux bénéficiaires du programme de développement actuellement mis au point par les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe et pour lequel un fonds de 15 milliards de dollars sera constitué, dont le tiers doit bientôt être disponible. Ce programme, dans l'esprit de la Déclaration de Damas, sera régi par des méthodes inspirées des rapports du FMI avec l'Europe de l'Est, en raison de la similitude structurelle entre des économies où le secteur étatique est dominant. L'accent sera mis sur l'expansion du secteur privé, de façon à consolider un "nouvel ordre" arabe fondé sur la libre entreprise et la combinaison entre capitaux du Golfe, main-d'œuvre de leurs alliés arabes et capitaux et technologie impérialistes, sous patronage nord-américain.

Ce projet idyllique est quasiment utopique au vu de l'extraordinaire complexité des problèmes sociaux et politiques dans la région, que l'évolution de la situation en Irak illustre bien. La principale pierre d'achoppement sur laquelle la Pax Americana risque de se fracasser dans l'immédiat est, bien sûr, le contentieux israélo-arabe. Ce dernier a été le principal facteur d'instabilité politique dans la région arabe depuis des décennies, et le principal catalyseur du ressentiment anti-américain des masses arabes. Pour les Etats-Unis, l'embarras a été permanent du fait de l'opposition politique entre leurs alliés et clients arabes, d'une part, et l'Etat sioniste, leur partenaire militaire privilégié, d'autre part.

La Déclaration de Damas ne pouvait pas omettre de mentionner ce contentieux. En feignant de réitérer la position arabe officielle, « conférence de paix internationale sous le drapeau des Nations-Unies », et règlement du conflit sur la base des résolutions de l'ONU pour « mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes et garantir les droits natio-

naux du peuple palestinien », la Déclaration introduisait deux concessions évitables à Washington. D'une part, la "conférence internationale" n'était plus une exigence, mais uniquement un « cadre adéquat », d'autre part, il n'était plus fait mention d'un Etat palestinien, mais seulement des « droits nationaux » palestiniens.

Le discours-programme de l'après-guerre du Golfe, prononcé par George Bush devant le Congrès des Etats-Unis, le 6 mars 1991, quelques heures après la publication de la Déclaration de Damas, lui faisait écho.

Bush réaffirmait l'adhésion de son administration aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et au principe de l'échange de territoires contre la paix — c'est-à-dire la rétrocession par Israël de territoires occupés en 1967, en échange de la reconnaissance par les Etats arabes de l'Etat sioniste et de ses frontières, et de garanties pour sa sécurité. Il s'engageait également à tenir compte des « droits politiques légitimes palestiniens ». ★

L'obstacle israélien

LE DISCOURS de Bush donnait le signal d'une nouvelle série de tournées régionales de son secrétaire d'Etat, James Baker, dans le style Kissinger, à la différence près que la stratégie des "petits pas" chère à ce dernier et visant à des règlements séparés entre chaque Etat arabe et l'Etat sioniste, n'est plus à l'ordre du jour. En effet, le front des Etats arabes limitrophes d'Israël est aujourd'hui sous hégémonie américaine, la Syrie ayant rejoint ce camp avec armes et bagages. La "Tempête du désert" a créé un climat politique exceptionnellement favorable pour les desseins de Washington au Moyen-Orient, au moment où Moscou abdique, pour quelques poignées de dollars, toute prétention de rivaliser avec son adversaire traditionnel.

Dans ces conditions, l'opposition américaine antérieure à un règlement global avec la participation de l'URSS n'a plus lieu d'être. Bien au contraire, c'est l'administration Bush qui souhaite aujourd'hui une transaction globale (*package deal*) avec l'ensemble des parties arabes concernées et la caution du Kremlin. La raison en est que le terrain d'entente entre Washington et les partenaires arabes, avec la bénédiction de Moscou, est à présent plus large que jamais. Ces partenaires, y compris la Syrie et la direc-

tion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont cessé toute surenchère nationaliste arabe.

C'est sur le même terrain d'entente que se situe la fraction modérée de l'establishment sioniste : travaillistes et autres, membres du Likoud (bloc de la droite sioniste au pouvoir) compris, partisans d'un retrait partiel des territoires occupés en échange d'un traité de paix assorti de garanties.

Quatre questions balisent ce terrain : deux questions fondamentales, celle du Golan syrien occupé, annexé en 1981 par Israël, et celle des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est annexé ; et deux questions plus triviales : le cadre des négociations et le problème de la représentation palestinienne. Le contentieux égypto-israélien a été liquidé, et le fait que l'Égypte soit quand même partie prenante du processus témoigne de la solution de ce qui a longtemps été le cinquième problème, et le plus épineux.

En effet, le problème de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, de la garantie de ses frontières et de la "normalisation" des rapports avec lui, a déjà été réglé par Le Caire en comblant les souhaits du gouver-

7) IHT, 11 avril 1991.

8) IHT, 6 avril 1991.

nement sioniste. La réintégration pleine et entière de l'Égypte dans le giron arabe, et son alliance étroite avec les membres arabes de la coalition anti-irakienne, sans changement aucun dans ses rapports "normalisés" avec Israël, soulignent le fait que de tels rapports — qui avaient valu au gouvernement de Sadate son boycott par ses pairs arabes — sont aujourd'hui acceptés par ces derniers, y compris par la Syrie qui l'a fait savoir à James Baker.

Hafez el-Assad s'est toujours montré prêt à braver les sentiments nationalistes de la population syrienne, quand ses intérêts le lui dictaient. De son intervention en faveur du camp chrétien réactionnaire au Liban, en 1976, à son engagement récent auprès des forces américaines contre l'Irak, le dictateur de Damas a montré concrètement à Washington qu'il respectait les clauses des contrats qu'il concluait, au risque même de devoir affronter son peuple. Son attitude envers les États-Unis n'a jamais été arbitraire, mais toujours modulée en fonction de leur politique régionale, plus versatile que la sienne.

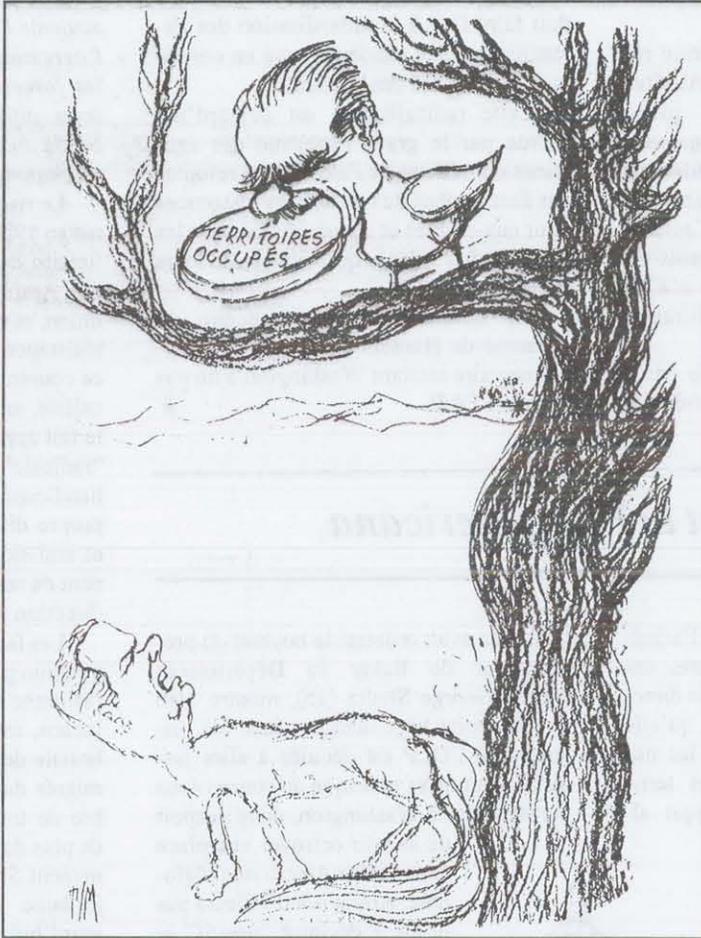
Toutes les fois que l'administration américaine s'est engagée sur la voie des règlements séparés, israélo-égyptien d'abord, puis israélo-libanais (1983) et israélo-jordano-palestinien, menaçant d'isoler la Syrie dans une position de grande faiblesse face à Israël, Damas s'y est opposée. En revanche, toutes les fois que Washington s'est prononcé pour un règlement global israélo-arabe, dans l'esprit de la conférence de Genève consécutive à la guerre d'octobre 1973, le pouvoir syrien lui a offert sa collaboration. Dans chaque cas, les rapports syro-américains se sont répercutés sur la scène libanaise.

L'ensemble des facteurs politiques et économiques, régionaux et mondiaux, détermine Hafez el-Assad à se ranger aujourd'hui dans le camp des États-Unis et de leurs riches protégés arabes. Telle est la seule option sensée pour les intérêts de la dictature bureaucratique bourgeoise qu'il dirige.

L'acquiescement tacite de Damas à la paix égypto-israélienne indique également une disposition à se satisfaire d'un arrangement pour le Golan occupé, identique à celui en vertu duquel Israël a restitué le Sinaï à l'Égypte : démilitarisation du territoire et garantie américaine, avec

dispositif de contrôle à la clé. Tel est bien ce qu'envisage Washington à présent (9) : retrait israélien et démilitarisation du Golan, extension du mandat de la Force des Nations-Unies à l'ensemble du territoire syrien aujourd'hui occupé et dispositif d'alerte, probablement nord-américain (Israël demanderait qu'il soit israélien, mais ceci est difficilement acceptable par la Syrie).

Le principe d'un compromis de cette nature sur le Golan a été défendu récemment par le ministre israélien des Affaires étrangères, David Lévy, le ministre de la Santé, Ehud Olmert, et le chef d'état-



major, le général Dan Shomron, qui a fait une déclaration retentissante un mois avant de prendre sa retraite.

Ces hommes, qui n'ont rien de "colombes", pensent que l'intérêt stratégique d'une paix avec la Syrie est plus grand que le maintien de l'armée sioniste dans le Golan. Ils savent aussi que la dizaine de milliers de colons israéliens installés sur le plateau syrien ne s'accrochent pas à ce territoire aride, et accepteraient volontiers de le quitter en échange d'une compensation financière conséquente, comme celle que les États-Unis ont versée aux anciens occupants du Sinaï. Ils pensent enfin qu'un accord sur le Golan ferait l'économie d'un accord sur la Cisjordanie (10).

Le "front du refus" israélien, dirigé par le sinistre Ariel Sharon, aujourd'hui ministre du Logement, et le ministre de la Défense, Moshé Arens, a néanmoins vociféré contre l'idée du compromis sur le Golan, entraînant Shamir dans son sillage. Des députés travaillistes se sont joints aux "faucons" du Likoud, mais leur opposition est bien plus facilement surmontable.

En revanche, sur la question des territoires palestiniens, Cisjordanie et Gaza, les travaillistes sionistes se situent majoritairement sur le terrain du compromis favorisé par Washington.

La solution prônée officiellement par l'administration républicaine, depuis le "plan Reagan" de septembre 1982, est celle d'un « auto-gouvernement des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza en association avec la Jordanie », à laquelle avait fait écho l'accord conclu à Amman entre le roi Hussein et Yasser Arafat, en février 1985, pour une confédération jordano-palestinienne et une délégation commune aux négociations avec Israël (11).

Les États-Unis restent attachés à cette formule de règlement qui offre, à leurs yeux, le plus de garanties pour le contrôle des territoires palestiniens, tout en paraissant d'autant plus crédible que la direction de l'OLP en a approuvé l'essence. C'est pourquoi le roi Hussein reste, pour Washington, une pièce maîtresse de la *Pax Americana* régionale. La brouille entre les deux parties, qui a suivi la condamnation jordannienne de l'agression contre l'Irak, ne pouvait qu'être de courte durée.

En fait, l'administration Bush savait pertinemment que le roi Hussein ne faisait que s'adapter, à contre-cœur, aux sentiments de "ses sujets" pour sauver son trône. Le regain de popularité que lui a valu son attitude, aussi bien auprès des Jordaniens que des Palestiniens, est en fait bienvenu pour le processus envisagé par Washington (12).

On comprend à cet égard l'irritation de l'administration lorsque le Congrès vota, en mars 1991, une motion supprimant l'aide nord-américaine économique et militaire (35 millions et 20 millions de

9) *Newsweek* du 1er avril 1991.

10) *The Other Front* (A.I.C., Jérusalem), 6 mars 1991.

11) *Inprecor* n° 280 du 23 janvier 1989.

12) *Newsweek* du 18 février 1991.

dollars, respectivement) à la Jordanie. Bush et ses hommes durent expliquer aux élus américains qu'ils se trompaient sur l'appréciation de l'attitude jordanienne. Le Congrès finit par donner au président le pouvoir de rétablir cette aide, s'il pouvait certifier que cela allait dans l'intérêt du règlement pacifique régional (13).

L'autre pièce maîtresse de ce processus est, bien entendu, l'OLP. Certes, les Etats-Unis ont interrompu, bien avant la crise du Golfe, le dialogue officiel qu'ils avaient établi avec l'organisation palestinienne. Ils sont très peu enclins, depuis, à le rétablir, et incitent même leurs alliés arabes à boycotter politiquement et financièrement l'OLP.

De ce point de vue, la rencontre récente du ministre français des Affaires étrangères avec Yasser Arafat — piètre tentative de redorer le blason du gouvernement Mitterrand auprès des populations arabes, notamment celles du Maghreb et de l'immigration en France, et d'assurer la participation de Paris au processus régional coiffé par Washington — n'a pu qu'irriter, elle aussi, l'administration Bush.

Les Etats-Unis savent toutefois pertinemment que l'OLP, ou plus précisément

la direction Arafat hégémonique dans les institutions de l'Organisation, est encore la plus "modérée" des directions palestiniennes.

Aucune direction plus acceptable politiquement par Washington et dotée d'un minimum de représentativité n'est apparue malgré des années d'efforts, notamment de la part du roi Hussein de Jordanie. Celui-ci le reconnaît lui-même à présent, en réitérant à chaque occasion qu'il n'entend pas se substituer à l'OLP, mais uniquement œuvrer en commun avec elle.

Il a d'autant plus besoin de la collaboration de l'Organisation que son royaume doit faire face à la radicalisation des Palestiniens qui y résident et qui en constituent la majorité des habitants.

Cette radicalisation est aujourd'hui accrue par le grave problème des centaines de milliers de Palestiniens refoulés des Etats arabes du Golfe, sans ressources pour eux-mêmes et encore moins pour les familles de Jordanie qui vivaient de leurs transferts.

La stabilité plus que précaire du royaume de Hussein est une raison supplémentaire incitant Washington à ne pas ignorer l'OLP. ★

dans les territoires occupés ont violemment dénoncé la rencontre avec le secrétaire d'Etat américain, expliquant que les efforts de ce dernier visent à instaurer un règlement entre l'Etat sioniste et la réaction arabe aux dépens des droits élémentaires du peuple palestinien (16).

Un communiqué de la branche "de l'Etat de Palestine" du FDLP, daté du 12 mars dernier, affirme que « l'acceptation par quelques personnalités palestiniennes de l'invitation de Baker à le rencontrer est une collaboration avec le plan américano-israélien visant à écarter l'OLP, et sème la confusion auprès des masses palestiniennes qui continuent à soutenir l'Irak de toute leur force contre l'agression américaine, d'autant plus que les forces de l'agression américaine et leurs alliées continuent à occuper une partie du territoire de l'Irak et à exercer un chantage sur son peuple ».

Le risque reste grand cependant, comme en 1989 et 1990, que le principal bénéficiaire des compromissions de la direction Arafat soit le courant intégriste palestinien, et notamment le Mouvement de la résistance islamique (Hamas). En effet, ce courant pratique une surenchère nationaliste, anti-occidentale et anti-juive, qui le fait apparaître comme seule alternative "radicale" à l'OLP, face à une gauche handicapée par la contradiction entre son propre discours radical, anti-impérialiste et anti-sioniste, et le compromis permanent de ses dirigeants à l'extérieur avec la direction Arafat (17).

Les facteurs de radicalisation de la population palestinienne sous occupation israélienne sont aujourd'hui plus forts que jamais, avec la combinaison de la chute brutale des transferts des travailleurs immigrés du Golfe et la réduction du nombre de travailleurs palestiniens en Israël de plus de moitié, par décision du gouvernement Shamir. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza connaissent aujourd'hui une profonde détresse économique et sociale, aggravée par la chute des transferts de l'OLP dont le financement par les monarchies du Golfe a été interrompu.

Le harcèlement économique des Palestiniens par le gouvernement Shamir, dont le comble a été le couvre-feu quasi-permanent infligé à la Cisjordanie et à Gaza pendant la guerre contre l'Irak, vise clairement à provoquer leur émigration

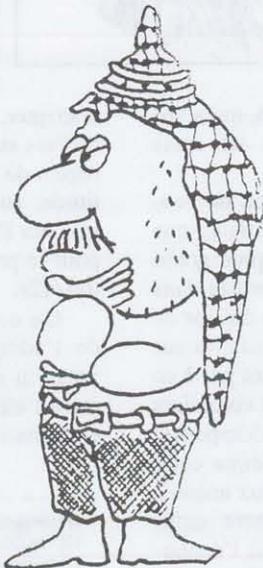
L'OLP et la Pax Americana

POUR TOUTES ces raisons, l'administration Bush entend bien s'assurer, autant que possible, de la caution de la direction Arafat pour le règlement qu'elle désire parrainer. En rencontrant les notables bourgeois palestiniens des territoires de 1967, dirigés par Fayçal al-Husseini (14) qui est étroitement lié politiquement et financièrement à la direction Arafat, James Baker a montré qu'il jugeait leur caution, et donc celle de la direction de l'OLP qui les parraine, comme indispensable, et ce contrairement au souhait du gouvernement Shamir de contourner purement et simplement les Palestiniens.

Inversement, le feu vert donné à ces mêmes notables par la direction Arafat pour rencontrer Baker, quelques jours à peine après l'interruption du massacre effroyable des Irakiens par l'armée américaine, et alors qu'en des temps plus sereins, la Direction patriotique unifiée de

l'Intifada avait ordonné le boycott du pré-décès de Baker au Département d'Etat, George Shultz (15), montre bien que la droite hégémonique dans les instances de l'OLP est décidée à aller jusqu'au bout de sa politique de concessions permanentes à Washington, dans l'espoir de se voir octroyer une place dans la Pax Americana régionale. Arafat n'a d'ailleurs pas hésité à déclarer "positif" le discours du 6 mars de George Bush !

Cette politique, et en particulier le feu vert à certaines personnalités pour négocier avec Baker, sont condamnés sans cesse par la gauche de l'OLP, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) dirigé par Georges Habache et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) dirigé par Nayef Hawatmeh. Ils se sont vainement opposés aux décisions d'Arafat dans les instances de l'Organisation. Les branches des deux fronts



13) Inprecor n° 327 du 29 mars 1991.

14) Fayçal al-Husseini est le descendant de la famille aristocratique à laquelle appartenait le Mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, et le commandant du contingent palestinien durant la première guerre israélo-arabe de 1948.

15) Inprecor n° 282 du 20 février 1989.

16) Communiqué de début mars du FPLP de l'intérieur.

17) Inprecor n° 281 du 6 février 1989.

forcée. Le remaniement ministériel qui a ajouté à l'extrême droite gouvernementale sioniste, à la faveur de la guerre du Golfe, un partisan déclaré du "transfert" — euphémisme consacré pour désigner l'expulsion massive des Palestiniens hors de leurs territoires — indique bien qu'il ne s'agit pas d'un scénario-catastrophe imaginaire, mais d'une volonté présente et déjà mise en œuvre sous la forme de ce que l'on pourrait appeler une "expulsion de basse intensité".

Le pendant de cette opération est double : d'une part, bien sûr, l'immigration massive des juifs d'Union soviétique. Avec la collusion ignominieuse de Moscou, de Washington et d'organisations juives américaines, le pouvoir sioniste oblige littéralement les juifs d'URSS, candidats à l'émigration, à se rendre en Israël contre le gré de l'écrasante majorité d'en-tre eux qui désire s'établir en Amérique du Nord. Par ces méthodes, le gouvernement Shamir prévoyait que l'immigration soviétique passe de 185 000 en 1990 à 400 000, en 1991, espérant un apport total d'un million de personnes dans la période à venir.

L'autre pendant est, bien entendu, la colonisation des territoires occupés. Il se combine avec le premier, qui crée en Israël une pression socio-économique susceptible d'inciter un nombre croissant d'Israéliens à saisir les nombreux privilèges qui sont offerts aux candidats à la colonisation.

Le ministre du Logement, Ariel Sharon, s'en donne à cœur joie : sous le nom de Projet immigration, il prévoit de construire plus de 10 000 nouvelles unités de logement pour colons dans les territoires de 1967, dont près de 7 000 en Cisjordanie, 2 000 à Jérusalem-Est et un millier dans le Golan. Sharon ne se contente pas d'élargir les implantations existantes, il en crée même de nouvelles, en violation des promesses faites jadis à Washington.

En comparaison avec ces agissements du gouvernement Shamir, son raidissement sur les questions de procédure de la "conférence internationale", rebaptisée "régionale", et sur la participation aux négociations de Palestiniens de Jérusalem-Est annexée (18), n'est que l'expression triviale d'une opposition fondamentale à toute perspective de restitution des territoires arabes occupés en 1967.

James Baker a manifesté son mécontentement et celui de l'administration à laquelle il appartient face à l'attitude de la droite sioniste. Leur constat est amer : comme nous le rappelions plus haut, c'est aujourd'hui l'Etat d'Israël, l'allié privilégié et choyé de la Maison Blanche, qui est devenu le principal obstacle aux projets des Etats-Unis au Moyen-Orient. Wa-

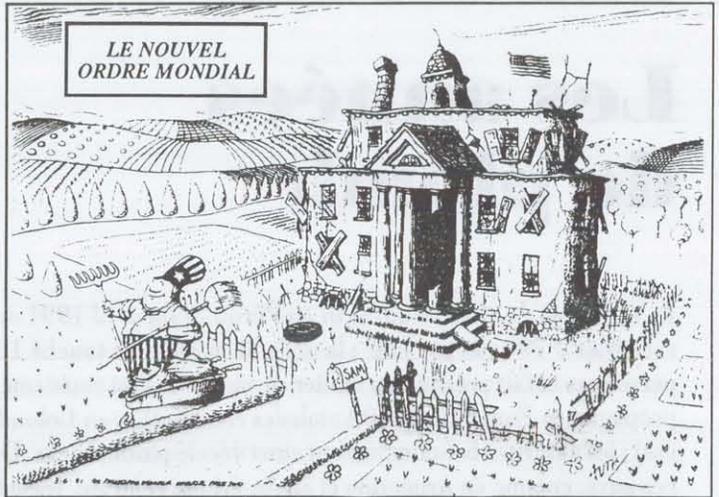
shington n'a cependant pas l'intention de jeter l'éponge : ses intérêts sont trop importants dans cette partie du monde.

L'administration Bush tentera de venir à bout de l'obstacle israélien en exerçant un chantage économique sur le pouvoir sioniste. Celui-ci, de façon caractéristique, pratique une politique bien

au-dessus de ses moyens. L'absorption des immigrants d'Union soviétique lui pose d'énormes problèmes économiques, qui font qu'il a dû réviser en baisse, à 200 ou 300 000, l'immigration prévue pour cette année. L'économie israélienne et le niveau de vie de la population sont en déclin prononcé.

La Banque centrale d'Israël a tiré la sonnette d'alarme : le chômage pourrait toucher 20 % de la population active à court terme et provoquer une émigration massive annulant les effets de l'immigration en provenance d'URSS (19).

Les Etats-Unis ont donc de bonnes raisons d'espérer pouvoir soumettre leur enfant gâté du Moyen-Orient. Washing-



ton cherchera probablement à provoquer la scission du gouvernement Shamir et créer les conditions du retour au pouvoir d'une coalition plus "modérée", incluant ses alliés dociles, les travaillistes. En tout état de cause, la Pax Americana n'est pas pour demain et sera bien fragile, si jamais elle voit le jour. ★

1er mai 1991

18) Les Etats-Unis souhaiteraient régler le problème de Jérusalem-Est en la proclamant "ville ouverte" sous contrôle international, projet soutenu par le Vatican.
19) Financial Times, 24 avril 1991.

Quatrième Internationale

Vient de paraître

N° 40-41- Avril-juin 1991

Consacré aux résolutions adoptées par le XIII^e Congrès de la IV^e Internationale

Vous pouvez le commander à :
PEC

2, rue Richard Lenoir
93108 Montreuil

Chèques (50 FF) à l'ordre de PEC

QUATRIÈME
INTERNATIONALE



XIII^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale

Les années de plomb

L'épidémie de choléra qui sévit au Pérou — fin avril 1991 on recensait 2 700 cas par jour ; la maladie aurait déjà touché 139 461 personnes et fait presque un millier de morts — s'est rapidement propagée en Equateur (5 000 malades recensés) et en Colombie (81 cas) ; les autorités brésiliennes ont aussi décelé plusieurs cas. Dans tous ces pays, comme en Argentine et en Amérique centrale, les autorités ont déclaré l'état d'urgence sanitaire. Mais si des mesures drastiques (et évidemment coûteuses) ne sont pas prises pour assurer l'approvisionnement en eau potable des populations, il est à craindre qu'entre 90 et 120 millions de personnes ne soient menacées par cette épidémie en Amérique latine.

Robert LOCHHEAD



LA DERNIERE épidémie de choléra au Pérou remontait à plus de cent ans. Les premiers cas ont été diagnostiqués fin janvier 1991. Début février, il y avait 500 malades, mais une semaine plus tard les services officiels en signalaient déjà plus de 8 000. Au 1er mars, il y avait 34 000 malades et 134 morts (1). Le ministre péruvien de la Santé, Carlos Vidal, a déclaré que 300 000 Péruviens seraient vraisemblablement porteurs et que 10 000 personnes environ pourraient y succomber (2). Ce n'est que le 10 février que le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire.

L'origine de l'épidémie est contestée. Il y aurait eu deux cas de choléra sur un bateau chinois, le *Happyness* Panama, à quai dans le grand port de Chimbote, à Lima. Le vibron du choléra ne se reproduit que dans l'intestin humain ; l'eau de boisson, contaminée par des matières fécales, est donc la source la plus fréquente de transmission, mais on peut aussi s'infecter par la nourriture. Les eaux usées des villes péruviennes sont déversées dans d'innombrables rivières et canaux à ciel ouvert où les pauvres puisent leur eau pour boire. Le tout est rejeté dans l'océan sans épuration. De nombreux malades ont été infectés avec des poissons et des fruits de mer contaminés. Les épidémiologistes occidentaux rejettent l'idée que le choléra soit apparu au Pérou subitement, mais

pensent qu'il s'est plutôt développé lentement ces dernières années, caché parmi les infections intestinales mal diagnostiquées. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) rejette, quant à elle, cette hypothèse car aucun cas de choléra sud-américain ne lui a été signalé ces dernières années et estime que les services médicaux péruviens sont capables de le diagnostiquer avec précision.

Un Péruvien sur deux vit dans la misère

La chaîne se rompt toujours en son maillon le plus faible. Le Pérou est un des pays les plus pauvres d'Amérique latine et il subit de plein fouet, depuis plusieurs années, une crise économique, comme le reste du continent. Mais le Pérou est particulièrement en chute libre. Le choléra a toujours été un indicateur de misère et sa réapparition au Pérou signale que ce pays a atteint un nouveau seuil. Sur les 22 millions de Péruviens, 15,4 millions vivent entassés dans des quartiers d'habitation sans égouts ; 40 % des quartiers ne sont pas raccordés à l'eau courante. Dans la capitale, Lima, 4 des 7 millions d'habitants vivent dans des bidonvilles, des huttes de terre, de branchages, de carton, et les *pueblos jóvenes* (quartiers d'autoconstruction dont certains disposent d'un minimum d'infrastructure). Il n'y a pas d'élimination des ordures, et dans la région désertique de la côte où est concentrée la majorité de la population, il pleut rarement. Comment les gens peuvent-ils se laver les mains dans des quartiers où un seul robinet sert à 1 000 personnes ?

Le vibron est tué par la cuisson de



l'eau, mais la plupart des habitants des bidonvilles sont trop pauvres pour se payer du combustible.

Le quotidien espagnol *El País*, du 30 septembre 1990, publiait, à l'occasion de la conférence des Nations-Unies sur l'enfance, un dossier sur les enfants péruviens — il y a, en Amérique latine, 20 millions d'enfants sans abri, et peut-être bien plus. A Lima, la police des mineurs en recensait 2 500, en 1987, l'Unicef 120 000. Au Pérou, chaque année 85 000 enfants de moins de 5 ans meurent. L'Unicef estime que 35 % des enfants péruviens souffrent de malnutrition.

Le Pérou est un pays très pauvre qui passe de la crise à la décomposition économique ; sa dette est de 20 milliards de dollars. Seul un Péruvien sur cinq a un emploi stable. L'inflation a atteint 1 770 % en 1989 et 7 000 % en 1990. Au président Alan Garcia, qui avait refusé, au début de son mandat, les exigences du Fonds monétaire international (FMI) et bloqué les remboursements de la dette (qui, de fait, n'était plus payée), a succédé, le 8 août 1990, Alberto Fujimori (3). Elu sur le refus de la thérapie déflationniste de choc proposée par le candidat de la droite conservatrice, l'écrivain Mario Vargas Llosa, le président Fujimori s'est empressé de la décréter. Il a supprimé du jour au lendemain toutes les subventions aux

1) *El País*, 1er mars 1991. Ces chiffres ont été multipliés par dix, à la fin avril 1991.

2) *Le Monde*, 12 février 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1991.

prix. L'essence a augmenté de 3 000 %, l'eau, l'électricité et le téléphone de 1 000 %, le pain de 800 %, le lait de 319 %. Le "programme social de compensation" pour les pauvres promis n'a été mis en œuvre qu'avec retard et au rabais. La dépréciation de la monnaie a certes été stoppée, mais au prix d'une récession meurtrière. Le pouvoir d'achat de la classe moyenne a été diminué de moitié. Des milliers d'entreprises ont fermé. Des centaines de milliers de salariés ont perdu leur emploi. Des centaines de milliers de paysans du haut-pays, l'Altiplano, chassés par l'échec de la réforme agraire, la récession et par le contre-terrorisme de l'armée censée riposter au terrorisme du Sentier lumineux, descendent gonfler les bidonvilles des grandes villes de la côte. Avant le "fujichoc", l'Organisation des Nations-Unies (ONU) dénombrait 7 millions et demi de nécessiteux en détresse ; il y en a aujourd'hui 5 millions de plus, soit au total la moitié de la population.

Les sept plaies

Le choléra frappe les pauvres doublement. D'abord, en les rendant malades et en les privant de leurs maigres moyens d'existence : beaucoup sont de petits marchands ambulants de nourriture. Le maire de Lima a interdit leur commerce pour éviter la contamination par la nourriture.

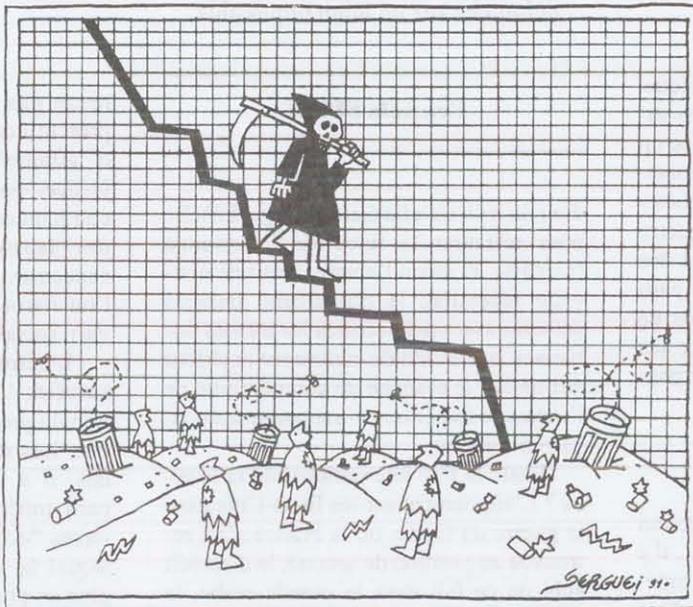
Le gouvernement a exhorté la population à faire bouillir l'eau avant de la boire, à éviter les plages de Lima, à laver les fruits et légumes et à ne pas manger de poisson cru. Ce sont des consignes pour les riches. Les pauvres eux n'ont pas le choix en la matière et le plat typique du peuple dans ce pays, qui est un des plus grands exportateurs de poisson du monde, c'est la *ceviche*, du poisson cru mariné dans du jus de citron.

Le gouvernement a fait distribuer des tablettes de chlore pour désinfecter l'eau et organise le traitement d'urgence des malades. Le traitement simple et éprouvé d'un malade coûte 200 dollars : antibiotiques, médicaments et solutions de réhydratation. Dans un pays où, comme dans toute l'Amérique latine, il faut payer cash pour être soigné, cette somme est hors de portée de la majorité. Il n'y a pas de sécurité sociale pour les pauvres. Au début de l'épidémie, beaucoup de malades ne sont tout simplement pas faits soigner et sont morts en silence. Pour atteindre la

population des bidonvilles qui ne lit pas les journaux et qui n'écoute pas la radio, le gouvernement a envoyé des voitures avec des haut-parleurs (4).

La double maladie

Le choléra frappe doublement le Pérou. D'abord en rendant malades les gens et en les tuant, et en saturant un système sanitaire déjà des plus précaires pour les défavorisés. Ensuite, en déprimant brutalement ses exportations de poisson qui sont la principale source de revenus d'un pays en proie à une profonde crise économique. L'Equateur, le Chili et le Brésil ont en effet aussitôt bloqué les importations de produits alimentaires en provenance



du Pérou. L'économie de la pêche s'est donc effondrée : 1 000 tonnes de poisson ont été détruites sur le marché de Lima, faute d'acheteurs ; 60 000 pêcheurs et marchands de poisson sont au chômage. L'OMS a précisé que les conserves de poisson péruviennes sont inoffensives car elles sont suffisamment chauffées dans leur processus de fabrication. Le tourisme est également frappé, bien que l'office de Tourisme ait lourdement souligné qu'il n'y avait aucun risque de contagion pour les touristes puisque seuls les quartiers pauvres manquent d'installations sanitaires !

Le Pérou reçoit une aide étrangère croissante pour lutter contre le choléra. Le Chili, l'Equateur, Cuba, le Brésil, les Etats-Unis et le Canada ont offert de l'argent et des médicaments. L'Allemagne et la Communauté économique européenne (CEE) ont offert une aide financière. L'Unicef a envoyé 800 000 doses de solution de réhydratation. Les ambassades péruviennes en Europe récoltent des dons

d'antibiotiques. L'OMS et la Croix-Rouge soulignent que le Pérou a suffisamment de personnel médical compétent et un système hospitalier relativement bien organisé, mais qu'il manque de médicaments. Les autorités péruviennes affirment contrôler l'épidémie — la mortalité des malades est descendue de 1,3 % à 0,7 %. Mais après avoir appelé à l'aide, le gouvernement péruvien a tendu à minimiser les faits depuis qu'il a constaté leurs effets sur les exportations.

Le ministère de la Santé n'annonce que 110 cas pour la ville de Huacho, là où l'association d'assistance Caritas en dénombre 626... Le directeur de la santé de Caritas estime qu'il y a, pour l'instant, dix gros foyers d'infection. Le ministère de la Santé a annoncé que les chiffres ne seraient plus communiqués que deux fois par semaine (5).

La maladie a atteint l'Altiplano, et au-delà l'Amazonie. Onze personnes ont été hospitalisées à Juliaca, une ville située à 3 800 mètres d'altitude. L'OMS estime probable que le choléra ait d'ores et déjà atteint l'Equateur et le Chili. Les experts de l'Unicef estiment qu'il y aura 200 000 à 300 000 malades en avril. Des spécialistes de l'Institut suisse de médecine tropicale de Bâle estiment que le choléra va perdurer au Pérou et qu'il y sera désormais endémique avec des vagues périodiques.

La seule mesure efficace est l'approvisionnement en eau propre, cela suppose de grands travaux d'infrastructure. Les quelques millions d'aide d'urgence n'y suffiront pas de toute évidence.

Les ministres de la Santé de Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Equateur, Venezuela et Pérou se sont réunis le 27 février à Lima pour créer une alliance latino-américaine contre le choléra (6). Ils ont décidé de lever les restrictions disproportionnées d'importations d'origine péruvienne en se référant aux normes de sécurité de l'OMS. Le ministre brésilien de la Santé, lui, avait amené avec lui son eau potable et sa nourriture... ★

La Brèche
Mars 1991

4) Le journal *Le Monde* citait l'association caritative pastorale Caritas qui rappelait que, outre le choléra, on trouve encore au Pérou : la peste bubonique, la malaria, la rage, la dengue, la fièvre jaune, la tuberculose, la leishmaniose, etc. Le taux de dénutrition dans les quartiers populaires avoisine 60 %. *Le Monde* du 27 février 1991.

5) *Le Monde*, 23 février 1991.

6) *El País*, 1er mars 1991.

1981-1991

Dieu et la République



Le 10 mai 1991 marque les dix ans de pouvoir présidentiel de Mitterrand. Dix ans de pouvoir, sinon absolu, du moins sans partage, à l'exception des deux années de "cohabitation" (1). En France, cela se fête et se commente. Pourtant, derrière les discours et ouvrages obligés, règne comme une gêne, une espèce de goût d'ennui, un désintérêt évident. A croire que le mitterrandisme débouche sur un bilan impossible.

Francis SITEL

D'UN COTE, c'est le panégyrique. On loue la toute-puissance et la grande sagesse du président Mitterrand et, avec un petit rire jaune, on accepte la dénomination "Dieu" que lui a attribuée le Bébête-Show (2). Il est vrai que, lors de la guerre du Golfe, le président a été au ciel des sondages ! Jamais sa popularité n'a paru si grande que depuis ses prestations de chef de guerre. Ainsi, au bout de dix ans de pouvoir, ces événements viennent couronner la "décennie Mitterrand".

La France sous Dieu

Mitterrand apparaît comme le grand exorciste de l'échec : le 10 mai 1981, il a transfiguré ses défaites politiques antérieures en simples étapes sur la voie de la conquête du pouvoir ; en 1988, par sa réélection, il a concrétisé sa victoire sur Chirac dans le cadre pervers de la cohabitation, et apporté la preuve éclatante de sa capacité à gouverner dans la durée. Bref, il a écarté cette fatalité de l'échec qui pesait sur lui et, au-delà, sur la gauche. Un triomphe que confirme sa solitude. Nul ne peut prétendre rivaliser : la droite ne sait que sans cesse remettre en piste ses vieux chevaux de retour, Giscard et Chirac, et la gauche, outre l'ex-concurrent fatigué qu'est Rocard (3), ne peut aligner que les turbulents toutous du président qui lorgnent le pouvoir avec des regards de loups.

De l'autre côté, on dénoncera ce décor en trompe-l'œil pour obliger à voir une réalité moins glorieuse. On enquêtera, puisque toujours la guerre est épreuve de vérité, sur l'état de la France. Mitterrand a trop mis en avant l'exigence que « la France tienne son rang » pour ne pas s'interroger sur ce qu'est aujourd'hui ce rang. Au plan économique, tout indique que, après dix ans de politique de rigueur,

dont on a dit qu'elle était la purge difficile pour restaurer la force de l'économie française, et avant l'entrée dans une nouvelle récession, le capitalisme français présente assez précisément les mêmes faiblesses : un déficit du commerce extérieur qui traduit le manque de compétitivité de l'industrie française par rapport à ses concurrents directs.

Reste le rôle international de la France ? L'alignement sur les Etats-Unis dans la guerre du Golfe, où la France s'est retrouvée en position de second, le discrédit subi de ce fait dans le monde arabe, la puissance renforcée de l'Allemagne qui hypothèque la perspective d'une unification européenne co-dirigée par Paris et Bonn : voilà trois facteurs politiques convergents qui peuvent amener à de grandes inquiétudes sur la situation de la France au regard des pays qui postulent à un "rang" dans la hiérarchie des nations.

Quant au climat politique intérieur, il apparaît de plus en plus empoisonné par les relents nauséabonds des "affaires". La Ve République est coutumière du fait et,

depuis De Gaulle, chaque fin de présidence a été marquée par des scandales où venaient s'imbriquer aux questions d'argent et de mœurs les services secrets et les flics corrompus. Le régime mitterrandien, qui est parvenu à étouffer l'affaire Greenpeace (4) en sacrifiant le mi-

nistre des armées d'alors, Hernu, est à présent confronté à une marée montante d'"affaires", les corruptions éclaboussant justice, police, et Parlement... Le point commun en est la question obsédante dite des "fausses factures", c'est-à-dire le financement des partis politiques (5). Où l'on retrouve — au premier rang — le Parti socialiste (PS) !

L'autre élément clé de la situation est, en effet, l'évolution de ce parti. Formation du président, et pivot de la vie politique, lors de son dernier congrès, à Rennes, il a donné l'image effarante d'un parti totalement déchiré entre les différentes "écuries présidentielles" (6), pour lequel la politique se trouve réduite de plus en plus à l'arrivisme, voire à la corruption pure et simple. Compte tenu du rôle politique du Parti socialiste et du climat créé par les affaires, il n'est sans doute pas exagéré de parler d'une crise politico-morale sapant l'autorité étatique. Et ce, à un moment où cette dernière se trouve confrontée à une autre crise d'ampleur, directement sociale celle-ci.

Ces derniers mois ont été marqués par des événements, annoncés de longue date mais qui ne s'étaient pas encore concrétisés à une telle échelle, parfaitement symp-

1) Le 16 mars 1986, les forces de droite, regroupées dans l'Union pour la démocratie française (UDF de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing) et le Rassemblement pour la République (dirigé par Jacques Chirac), ont remporté la majorité lors des élections législatives. Chirac a été nommé Premier ministre ; Mitterrand, élu en 1981 pour sept ans est resté en fonctions, "cohabitant" avec un gouvernement de droite, créant une première dans la Ve République. Le gouvernement très réactionnaire de Chirac a été sanctionné par la défaite de ce dernier lors de l'élection présidentielle de mai 1988, remportée à nouveau par Mitterrand.

2) Le Bébête-Show est une émission télévisée où les hommes politiques sont représentés par des marionnettes.

3) Michel Rocard, ancien dirigeant du Parti socialiste unifié (PSU) a rejoint le PS de Mitterrand en 1971. Il s'est toujours placé comme opposant direct à Mitterrand au sein du PS. Premier ministre depuis mai 1988.

4) En juillet 1985, une équipe des services secrets français

a fait sauter dans le port d'Auckland (Nouvelle Zélande), le navire d'observation Rainbow Warrior de Greenpeace, tuant dans l'opération un photographe portugais ; et ce, afin d'empêcher l'organisation écologiste et pacifiste d'aller observer les essais nucléaires français dans l'atoll de Mururoa. A la suite de cette "bavure" magistrale, le ministre socialiste de la Défense, Charles Hernu, proche de Mitterrand, a été limogé.

5) Durant l'année 1989, divers scandales ont éclaté sur le financement des partis politiques à travers la création de sociétés écran.

6) En mars 1990, à Rennes, le Congrès du PS a donné une image très divisée, voire cacophonique, de ce parti, éclaté en différents "courants", organisé chacun autour d'un "leader charismatique", éventuel présidentiable ; les principaux protagonistes étant les anciens premiers ministres Pierre Mauroy (1981-1984) et Laurent Fabius (1984-1986) ; l'actuel Premier ministre Michel Rocard ; et Jean-Pierre Chevènement. Aucun débat réel d'orientation n'a été mené.

tomatiques des contradictions à l'œuvre au plus profond de la société : des explosions de violence dans plusieurs banlieues de grandes villes. A Vaulx-en-Velin, près de Lyon, et plus récemment à Sartrouville, près de Paris, on a vu des jeunes répondre à des provocations policières par de mini-émeutes, mêlant affrontements avec la police, mises à sac de grandes surfaces et déprédations multiples... Au-delà des causes conjoncturelles, de tels événements témoignent de l'explosivité de ces banlieues déshéritées sur lesquelles pèsent de plus en plus lourdement le chômage, l'exclusion sociale, le racisme, toutes les formes de misère engendrées par une société de plus en plus impitoyable et inégalitaire...

Tous ces éléments se conjuguent pour isoler de la société les cercles dirigeants, socialistes ou non, dont la pratique apparaît clairement comme totalement étrangère aux discours tenus et aux promesses dispensées. Une classe politique, pour une bonne part réfugiée derrière le président, qui est en panne d'idées, de projets et d'ambitions autres que privées... A l'exception notable du dirigeant du Front national (FN) d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, qui, sinistre paradoxe, apparaît comme la seule force apte à proposer un changement, même si c'est sous le signe de l'ignoble.

Un tel tableau valorise les éléments de dislocation et de dérive qui touchent certains secteurs de la société française. Ainsi que l'impuissance à y faire face de la classe politique, toutes composantes confondues, même si le Parti socialiste porte une responsabilité qui est à la mesure du pouvoir qu'il détient. Et ce, à l'heure de bouleversements mondiaux d'importance historique, qui préfigurent des changements de plus grande ampleur.

Une décennie de mutations

Ainsi, comme la guerre du Golfe, qui en fut le test décisif, la décennie mitterrandienne apparaît réfractaire au bilan. L'impossibilité de concilier des visions parfaitement contradictoires témoigne d'effets de brouillage maximum. Non pas que les éléments objectifs fassent défaut, mais parce que chacun sent bien que chaque chose dite est nécessairement, par effets en chaîne, très lourde de conséquences. D'où un climat de léthargie politique, où on est en droit d'éviter les questions angoissantes pour les faux semblants et les consensus sans frais. Dans ces conditions, la droite peut jeter un voile pudique sur sa propre crise et son incapacité grandissante à en sortir. Et la gauche éviter une auto-analyse qui l'obligerait à faire les comp-

tes de ses reniements et à nommer les mutations qu'elle a subies au cours de ces années.

Au cours de ces dix années de mitterrandisme, la France a profondément changé. En mal ! Pas de ce changement dont le désir avait porté l'Union de la gauche au long des années 70, et qui, promis par Mitterrand, a assuré sa victoire en 1981. Souvenir de Mai 68 au cœur, il s'agissait alors, tout simplement, de « *changer la vie* » !

Le changement réalisé est celui, sous le mors du sacro-saint "réalisme", de la difficile ascèse des ambitions et des espoirs. Parce qu'elle y est parvenue, la gauche, réduite au PS du fait de la crise

de la France s'était creusé et que le franc se trouvait menacé, le gouvernement argua de la "contrainte extérieure" et de la nécessité de rester dans le Système monétaire européen (SME) pour céder aux injonctions allemandes et accepter la politique préconisée dès avant par Jacques Delors, ministre de l'Economie. C'était rien moins que renoncer à l'"autre politique", celle du "changement" : relance de l'économie par la consommation, reconquête du marché intérieur par une politique industrielle volontariste de l'Etat s'appuyant sur un secteur nationalisé considérablement renforcé, droits nouveaux pour les travailleurs... Il s'agissait de s'aligner sur la politique libérale menée alors par tous les autres Etats capitalistes : politique sévère d'austérité, libre jeu des lois du marché, de la concurrence et du profit, et donc désinvestissement de l'Etat.

La rigueur

Même si on parla alors de "pause" dans les réformes, de mesures douloureuses, rendues provisoirement nécessaires pour renforcer une économie fragilisée par les régimes précédents et préparant une relance sur des bases consolidées, nul ne pouvait s'y tromper : c'était bien l'enterrement de la politique promise par le candidat Mitterrand. Le gouvernement socialiste, comprenant alors des ministres communistes, rentrait dans le rang et engageait la même politique libérale que tous ses confrères occidentaux. Ce point au moins fait aujourd'hui l'unanimité de tous les commentateurs : de là date le grand tournant du régime et la naissance de tout ce qui allait suivre jusqu'à aujourd'hui. On peut, à titre d'exemple, citer Jean-Marie Colombani écrivant récemment dans le quotidien *Le Monde* : « *Comme si à l'insuffisance sociale, qui n'est plus à démontrer et qui est le produit du tournant de la rigueur des années 1982-1983, s'ajoutait désormais un échec moral* » (8).

Cette réorganisation allait se confirmer sur les autres terrains. D'abord celui, fortement idéologisé et passionnel, de l'école laïque, véritable carte d'identité d'une bonne partie du PS et de la gauche en général, marqué en 1984 par une retraite en bonne et due forme face à l'offensive des tenants de l'école privée (9).



Mitterrand et les prétendants à sa succession : Fabius, Mauroy, Rocard, Jospin et Chevènement.

d'effondrement du Parti communiste français (PCF) et de la marginalisation croissante de l'extrême gauche, a gardé le pouvoir. Le payant de son âme !

Si, ce 10 mai 1991, le bilan est si amer, c'est que les dégâts sont considérables. Toutes les valeurs qui faisaient l'identité de la "gauche", au sens large et quasi sentimental du mot, sont dégradées.

La gauche, tout particulièrement sous la forme de l'Union de la gauche autour du Programme commun de gouvernement (7), c'était avant tout, dans la droite ligne du Front populaire de 1936, la promesse qu'une fois au pouvoir les partis se réclamant de la classe ouvrière ne pourraient que satisfaire les revendications ouvrières, au moins partiellement, et instaurer de nouveaux droits. Tout le monde considérait que, de ce fait, s'engagerait un affrontement avec le patronat dont la dynamique créerait des conditions inédites, dégageant peut-être des horizons nouveaux.

Dès 1982-1983, avec le tournant politique de la "rigueur", cette perspective bascula. Alors que le déficit commercial

7) Formée en 1972, l'Union de la gauche (PCF, PS et Radicaux de gauche) avait élaboré un Programme commun de gouvernement. Elle a éclaté en juillet 1977.

8) *Le Monde*, 23 avril 1991.

9) Le gouvernement socialiste avait prévu une loi restreignant le financement public des écoles privées, ce qui déclencha une mobilisation générale de la droite derrière le clergé.

Cette bataille où l'enjeu scolaire a permis de mobiliser des forces importantes, en particulier dans les milieux catholiques, a représenté une grande victoire pour la droite, qui a fait la double démonstration de sa capacité à occuper la rue et de son aptitude à contraindre le pouvoir socialiste à reculer sans gloire, et sur une question essentiellement idéologique où ne pesaient pas les contraintes économiques évoquées pour justifier la conversion à l'austérité.

De Cancun à la guerre du Golfe

L'autre est bien évidemment celui de la politique internationale. Après les éphémères discours généreux, comme à Cancun (10), le régime a vite chaussé les vieilles bottes de l'impérialisme français, aux forts relents néo-coloniaux : aventure libanaise, intervention militaire au Tchad, abandon de la perspective d'indépendance de la Kanaky, etc. La seule différence notable avec ses prédécesseurs, toujours prisonniers de l'allégeance gaulliste, étant que Mitterrand a donné à sa politique une nette inflexion atlantiste : soutien sans nuance au déploiement des Pershing américains en Europe, concertation sérieuse avec les Etats-Unis qui allait trouver son couronnement lors de la guerre du Golfe.

Cette évolution décisive et rapide du régime est connue, il convient d'y ajouter un autre facteur clé de la décennie, plus difficile à expliquer et par là plus troublant : le fait que ce tournant majeur s'est opéré sans susciter de réactions ouvrières fortes, ni de crises ouvertes au sein des partis concernés. Malgré des hauts et des bas et une forte vague de luttes en 1986 (11), la courbe de la combativité ouvrière a inexorablement décliné au cours de la décennie. Le PCF est resté au gouvernement jusqu'en 1984 puis en est parti sur la pointe des pieds, refusant discrètement de s'inscrire dans le nouveau gouvernement Fabius. Malgré quelques secousses, le PS absorba l'austérité et la défaite cuisante de la laïcité sans fractures internes notables.

Dans ces conditions, 1982-1983 marqua bien la mort de l'illusion du grand changement. La courbe de l'espoir alors s'inversait. Tandis que les mandatés du 10 mai 1981 s'installaient douillettement et durablement à la tête de l'Etat bourgeois, le "peuple de gauche" oublia sa gueule de bois pour un désenchantement sans fin.

C'est la combinaison de ces deux éléments qui constitue le secret de la longévité présidentielle de Mitterrand. Un homme porté au pouvoir par la gauche et qui s'y installa en y pratiquant une politi-

que de droite : voilà en effet de quoi désamorcer les velléités de rechercher une autre formule ! Dès lors que les travailleurs ne sont pas parvenus à imposer leurs propres solutions par la mobilisation, pour ceux qui se donnent encore la peine de se déplacer les jours d'élections, il faut se résigner à voter socialiste à seule fin d'empêcher le retour d'une droite qui ferait pire encore. Le patronat, quant à lui, satisfait de la situation ainsi créée, n'a aucune raison de vouloir l'abrégier. Jamais en effet, avant ces dix années de "socialisme", on n'avait vu, face au démantèlement progressif de tous les acquis sociaux, les luttes ouvrières s'anémier, les organisations ouvrières s'effondrer et l'idéologie moyenne régresser à vitesse accélérée, tandis que se redressait insolentement la courbe des profits et que les "valeurs" capitalistes — "culture d'entreprise", esprit de compétition, culte de l'argent facile, médiatisation à l'extrême des "gagners" type Tapie (12), etc. — s'affichaient grossièrement.

Donc, au bout de deux années, de l'élan du 10 mai, il ne restait plus aux travailleurs que la diminution d'une heure de la durée hebdomadaire du travail (les "39 heures"), la cinquième semaine de congés payés, des "droits nouveaux" dévitalisés et des nationalisations transformées en coquilles vides.

Une vie politique mutilée

Dix ans après, le bilan est lourd. Le chômage s'est structurellement installé à hauteur de deux millions et demi de victimes, les vieilles exigences patronales sont devenues autant de réalités incontournables : démantèlement de tous les mécanismes d'indexation des salaires sur les prix, flexibilité du temps de travail, au nom de l'impératif de la productivité, développement du travail à temps partiel qui touche principalement les femmes, développement massif de l'intérim et des contrats à durée déterminée, "précarisation" croissante pour les jeunes, mises en cause incessantes des systèmes de protection sociale... Les inégalités sociales se sont fortement accentuées. Ainsi, tandis que les boursicotiers bâtissent des fortunes faciles, à l'américaine, le revenu minimum d'insertion (RMI), c'est-à-dire l'assistance aux plus pauvres (13), s'est installé au centre du paysage social, puisque désormais la pauvreté sans fards est réapparue, dans ces banlieues qui brûlent loin du luxe insolent des quartiers riches.

Ainsi, Mitterrand, le PS et la gauche, au bout de ces dix années de pouvoir, non seulement n'ont pas su opérer un minimum de changement en faveur des travailleurs et des catégories les plus défavo-

risées, mais ils n'ont pas pu empêcher la situation de s'aggraver. Aujourd'hui, par rapport à hier, il n'y a pas, en France, moins d'injustice, il y en a davantage !

Il n'empêche que Mitterrand a su relever victorieusement le grand défi de la décennie : l'épreuve de la cohabitation. Ce qui lui a permis, exploit sans précédent, d'être reconduit après sept ans de pouvoir pour un second mandat présidentiel. Les voix perdues parmi les travailleurs, prix des promesses non tenues et des reniements, ont été compensées par le ralliement d'électeurs modérés. Mitterrand ayant su avec une habileté retorse se placer comme l'homme de la mesure et de la sagesse, face à un Chirac un tantinet agité



et prêt, si on le laissait faire, à tout bousculer. Sûr des votes obligés de gauche, Mitterrand a pu se consacrer à séduire cette partie de l'électorat de droite qui représente le véritable point d'équilibre de sa politique. Le tour de force consistant à se faire réélire pour un second septennat ne s'explique que par cet art du malentendu sans lequel il n'est pas de réussite possible dans le cadre des institutions de la Ve République.

Reste que si, à partir de ces morceaux multiples, on tente de reconstituer le puzzle, on verra apparaître assez clairement la vérité de dix ans de mitterrandisme : la disqualification de la perspective du changement social. Aujourd'hui tout baigne dans l'ambiance glauque du consensus, parce que toute référence structurante est estompée, sinon abolie.

Selon le discours du pouvoir, il y a au cœur de cette mutation, l'enveloppant et la justifiant, le fait que cette adaptation représente pour la gauche (en fait la social-démocratie) un progrès : le dépassement de la "culture d'opposition" pour la "culture de gouvernement", le choix du réalisme et le pari de gouverner dans la durée. Bref, la purification des illusions idéologiques d'un autre âge au profit de l'efficacité.

Pour être convaincante, il faudrait que cette thèse puisse rendre compte de pourquoi ce qui ne serait qu'un apprentissage du "réalisme" a dû se payer d'un tel prix, car c'est tout le champ social et politique qui est chambardé.

Rappelons que ces dix années ont vu le déclin du PCF, une crise majeure de la totalité du mouvement syndical dont les effectifs ont fondu de moitié, une crise de l'extrême gauche conduisant une bonne part de celle-ci au bord de la disparition. Quant au PS, devenu premier parti du pays et confortablement incrusté dans tous les rouages de l'Etat bourgeois, on a déjà signalé combien son congrès de Rennes avait mis en lumière la crise pro-

fonde qui le déchire. Une situation qu'est venue aggraver la politique gouvernementale lors de la guerre du Golfe. L'horizon de ce parti s'arrête aux luttes fratricides de pouvoir. Dans l'actuel climat pourrissant des "affaires", c'est peu pour retrouver une force sociale seule à même de garantir les victoires électorales si âprement désirées...

Seule exception à ce tableau : les Verts,

qui se sont affirmés comme la force neuve. Si, comme pour les autres pays européens, leur succès s'explique par la prise de conscience à une échelle de masse des menaces écologiques qui planent sur l'humanité, ils ont su capitaliser à leur profit le rejet des forces politiques institutionnalisées (14). Mais, victimes de leurs succès électoraux, les Verts ne pourront échapper longtemps aux contradictions liées au fait qu'ils sont devenus eux-mêmes une force électorale non négligeable et qui ne peut être définitivement "ailleurs" du champ politique et de ses enjeux.

Au regard des bouleversements résultant de ces années de mitterrandisme la gauche n'est pas seule concernée. La droite, elle aussi, traverse une crise sans précédent. Incapable de surmonter ses divisions, de redéfinir un projet politique, d'opérer une "rénovation" toujours promise et jamais réalisée, elle est égarée. La politique libérale de Mitterrand la prive d'espace politique propre et ôte de la crédibilité à ses propositions. Plus gravement, en favorisant l'émergence du Front national de Le Pen, Mitterrand a planté une épine mortelle au cœur de la droite. Prise dans des contradictions insurmontables, celle-ci s'affole : si elle dénonce le dis-

cours raciste, elle se coupe d'une partie de son propre électorat et renforce le FN, si elle le reprend à son compte, ce qui est sa pente naturelle, sans être sûre de rattraper les électeurs perdus au profit du FN, elle ne fait que renforcer l'autorité de ce dernier. Si elle renonce à s'unir avec lui, elle est assurée de perdre bon nombre d'élections, dans la mesure où l'électorat lepéniste, dans beaucoup de cas, est devenu indispensable pour concrétiser une majorité de droite, mais si elle passe alliance avec lui, elle le payera de nouvelles divisions, les composantes modérées n'acceptant pas une telle union avec des fascistes.

L'ascension de Le Pen

Une telle situation témoigne du grand fait politique nouveau au terme de dix années de mitterrandisme : l'enjeu central représente cette force raciste et fascisante. Ayant acquis une audience électorale dépassant les 10 % de voix sur la base du seul racisme anti-immigrés, le Front national, continuellement dénoncé par la classe politique pour ses excès populistes et antisémites, résiste à toutes les tentatives de la réduire, rebondissant en permanence. Il est de plus en plus perçu comme une véritable menace pour la démocratie.

Peut-être est-ce là la donnée qui interpelle le plus lorsqu'on se retourne sur la décennie passée : un mouvement ouvrier en crise complète, face à une montée en puissance d'une force fascisante dont il ne servirait à rien de ne pas voir qu'elle est en prise avec des réalités sociales profondes.

Les réactions racistes à l'égard des immigrés et des *beurs* (15) les angoisses portées par le thème de l'"identité nationale", un certain dégoût de la "politique politicienne", les rancœurs nées des frustrations sociales... autant de décompositions du tissu social dont se repaît le Front national à l'heure où tous les cadres traditionnels de la société, politiques et idéologiques, sont en crise.

Au bout de dix ans de pouvoir, le mitterrandisme lègue une société privée de perspective de changement. Dans ces conditions, la seule force dynamique est

celle de cette espèce d'anti-changement que symbolise le FN : pour beaucoup, seule force à proposer une "issue", même fantasmagique et inquiétante.

Si l'on s'arrêtait là, on ne saurait expliquer le paradoxe de l'actuelle situation : à l'heure de profonds bouleversements et de douloureuses mutations, où les risques sont bien présents, Mitterrand est solidement installé, et la situation semble dominée par l'anémie.

Il convient donc de replacer cette décennie dans une perspective plus globale, en fonction de deux éléments. Le premier est que des tendances lourdes étaient à l'œuvre bien avant le 10 mai 1981, déstabilisant les cadres politiques et psychologiques hérités du passé et toujours actifs. La crise du capitalisme, et les politiques patronales en réponse à celle-ci, ont conduit au cours des années 70 à la destruction de bastions ouvriers traditionnels (sidérurgie, chantiers navals) et à la restructuration complète d'autres (automobile, textile). Ainsi, à l'heure où le capitalisme français intégrait les nouvelles technologies et s'insérait selon des modalités inédites dans la division internationale du travail, la classe ouvrière subissait des coups brutaux et connaissait une restructuration dont on ne saurait sous-estimer l'ampleur.

Une crise à combustion lente

L'Union de la gauche, compte tenu des modèles qu'elle véhiculait, a retardé la perception de ces bouleversements. Mais, au-delà, c'est sans doute toute la super-structure politique qui est entrée en décalage par rapport aux évolutions sociales.

La social-démocratie, parce qu'elle s'est trouvée en situation de pouvoir, s'est adaptée, on a vu à quelles conditions et dans quelles limites, mais les autres forces, aussi bien le PCF que les partis traditionnels de la droite, n'ont pu contenir une crise qui vient de loin.

L'autre élément est la prise de conscience au cours de ces années des surdéterminations internationales qui pèsent

10) En octobre 1981, à l'issue de la réunion du Groupe des sept, à Cancun, les gouvernements français et mexicains avaient déclaré qu'ils reconnaissaient la légitimité des luttes de ceux qui, dans le tiers monde, se battaient contre l'injustice.

11) A l'automne 1986, un projet de loi de réforme de l'université accroissant la sélection a mis le feu aux poudres : des millions d'étudiants et de lycéens sont descendus dans les rues pour réclamer son retrait. Après d'immenses manifestations et la mort d'un étudiant causée par la police, le projet de loi fut retiré. La victoire de ce mouvement entraîna une série de grèves (chemins de fer, transports parisiens, instituteurs, usine aéronautique SNECMA, etc.) qui furent caractérisées par l'auto-organisation des travailleurs et le rejet des appareils syndicaux traditionnels.

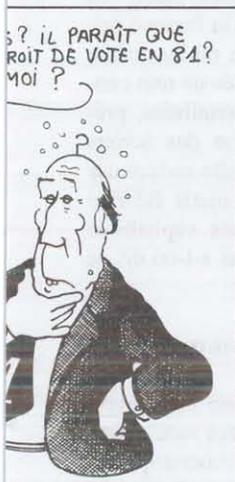
12) L'industriel Bernard Tapie s'est fait fort de reprendre des

entreprises en difficulté et de leur faire remonter la pente. Actuel PDG d'Adidas et président du club de football de l'Olympique de Marseille, il a été élu député à Marseille en juin 1988 sur une liste "majorité présidentielle".

13) Le RMI a été instauré à la rentrée 1989 pour faire face au développement de la "nouvelle pauvreté" ; financé par un "impôt de solidarité sur la fortune", équivalent à environ la moitié du salaire minimum, il est destiné aux chômeurs en fin de droits et à ceux qui ne bénéficiaient d'aucune aide sociale.

14) Lors des élections municipales de mars 1989, les Verts dépassèrent 10 % des voix dans les deux tiers des villes où ils se présentaient. Lors des élections européennes de juin 1989, ils obtinrent 10,6 % des suffrages.

15) *Beurs*, terme populaire pour désigner les enfants d'immigrés arabes nés en France.



A l'ombre du parapluie atlantique

A l'occasion d'un forum organisé à l'Ecole de guerre de l'armée française, le 12 avril 1991, à Paris, Vadim Zagladine, conseiller de Gorbatchev déclarait qu'en Europe aujourd'hui : « *Les menaces de conflit proviennent plus de la situation intérieure des pays de l'Europe de l'Est, y compris de l'Union soviétique* » que de tout autre risque de guerre entre Etats.

Cela se passait quelques jours après un Conseil européen exceptionnel où, une fois de plus, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient débattu des problèmes de "défense européenne".

Le forum à l'Ecole de guerre fut donc l'occasion pour Mitterrand de préciser les vues du gouvernement français en matière de doctrine militaire, et ce faisant de fournir quelques repères sur l'état des discussions au sein de la Communauté économique européenne (CEE) : « *La défense de l'Europe de l'Ouest ne peut, pour le temps présent et pour de longues années encore, se concevoir que dans le respect de l'Alliance atlantique. (...) Il ne s'agit pas de créer une organisation de défense qui se substituerait à celle de l'OTAN. L'Europe en tant que telle ne doit manquer aucune occasion de se structurer par une politique commune et, par là même, une défense propre.* » Il a ensuite ajouté : « *L'union politique en matière extérieure entraînera inéluctablement la création d'une capacité militaire propre. Ce n'est pas encore le cas. Les conditions restent encore à réunir.* »

Les précautions de Mitterrand soulignent une fois de plus les difficultés et les contradictions qui jalonnent le processus d'intégration européenne. La transition qui s'ouvre verra la cohabitation entre une Alliance atlantique "réformée" (certains parlent même d'"européaniser" l'OTAN, en y renforçant le poids des pays du vieux continent) et un projet de défense européenne propre. Les Français, dont les ambitions militaires propres ne se sont jamais démenties depuis les années 60, sont évidemment plus intéressés que d'autres au développement d'un système européen de défense (notamment à partir de l'Union de l'Europe occidentale, UEO) dans lequel ils espèrent jouer un rôle de premier plan, à commencer par ses implications industrielles (voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990).

Mais si Mitterrand se montre aussi prudent, ce n'est pas uniquement parce que, d'un point de vue politique et diplomatique, la France et l'Europe sortent de la guerre du Golfe avec plusieurs longueurs de retard sur leur "concurrent" américain. La raison de ces propos, apparemment paradoxaux, tient surtout à la situation en Europe de l'Est. Ainsi le président français explique : « *De combien d'Etats sera composée l'Europe de demain, si chaque fraction ethnique veut posséder le statut d'un Etat ? Comment sera-t-il possible alors de rassembler et que de crises entre-temps, que de guerres locales peut-être, mais avec des risques de contagion, se dérouleront de nouveau sur le théâtre européen ?* »

Sans désespérer, il a par ailleurs évoqué les « *garanties pour les minorités* » et rappelé que « *la non-ingérence s'arrête là où commence la non-assistance à un peuple en danger* ». Voilà qui éclaire mieux les raisons pour lesquelles le gouvernement français lui-même laisse entendre qu'il faudra bien de toute manière compter encore sur l'Alliance atlantique et les Nord-Américains en Europe... Le chaos à l'Est se faisant de plus en plus menaçant, il n'y aurait aucune raison que le "grand allié" ne prenne pas part à la défense de l'Europe occidentale ! Risques de guerres civiles, de migrations massives, de conflits nationaux endémiques, tout cela inquiète et pèse sur les débats de la CEE en matière de système de défense. Et même le débat sur le "droit à l'ingérence" dans l'affaire du Kurdistan apparaît, à la lumière de tels propos, comme une éventuelle répétition générale du futur "droit à l'ingérence" dans les Balkans ou ailleurs. Le conseiller de Gorbatchev, Vadim Zagladine, par ses propos sur l'Union soviétique ne fit que conforter le point de vue de ses hôtes. ★

Claude Gabriel

sur la France. La bourgeoisie française a abordé les années 80 consciente des faiblesses relatives du capitalisme français, mais sans parvenir à ajuster ses prétentions politiques à cette réalité. Héritage du gaullisme, conforté par certaines connivences avec le PCF et une partie du PS, une certaine vision française du monde apparaissait déterminante : indépendance revendiquée par rapport aux Etats-Unis, ambition d'assurer un rôle dirigeant, en alliance avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), dans la construction d'une Europe coupée de l'Est soviétique, présence active au Maghreb, en Afrique noire, au Moyen-Orient et en Océanie, assurant intérêts et prestige à l'ancienne puissance coloniale...

Toute la période dominée par l'Union de la gauche, d'autant plus tournée vers le passé que sa réalisation en termes d'accès au pouvoir a été retardée jusqu'en 1981, a masqué les transformations fondamentales à l'œuvre : le raz-de-marée du néolibéralisme en réponse à la crise, l'affaiblissement de l'Union soviétique par rapport aux Etats-Unis et à l'Occident en général, qui allait déstabiliser l'Europe et ouvrir la voie à la réunification allemande, la montée des problèmes dans le tiers monde, la fin des équilibres politiques droite/gauche nés de l'après-guerre...

C'est sans doute dans ces conditions que l'épreuve du pouvoir pour la gauche — ou l'épreuve de la gauche au pouvoir pour les travailleurs —, perçue à travers

le prisme d'un brutal ajustement des perspectives, a pu être davantage vécue comme un effondrement des valeurs traditionnelles que comme une trahison ouverte de celles-ci. On peut prendre la question des nationalisations comme exemple pour éclairer ce propos. Celles-ci ont été bradées par Chirac, lors de la cohabitation : revanche de la droite et surtout réduction d'une anomalie dès lors que la France s'était mise à l'heure du libéralisme pour qui le mot d'ordre magique est "privatisation" ! Si nul ne s'y est alors opposé, et si Mitterrand après sa seconde victoire présidentielle s'est réfugié dans une prudente philosophie du "ni-ni" (ni nouvelles nationalisations, ni nouvelles privatisations) — au demeurant largement battue en brèche depuis au profit de la logique privatisatrice —, c'est que la notion même de nationalisation a été vidée de tout contenu : les entreprises nationalisées, présentées à l'origine comme des leviers pour une politique industrielle audacieuse et d'indépendance n'ont jamais été rien d'autre que des entreprises capitalistes modèle déposé. Ainsi, nous a-t-on dit, le veut l'"économie" !

Le grand renoncement

L'habileté de Mitterrand est d'avoir systématiquement enrobé ses reculs dans une explication pseudo démocratique — du type « *on ne saurait imposer des mesures, même justes, à une société qui les refuse* ». Ainsi le droit de vote des immigrés aux élections locales a été renvoyé aux calendes grecques, parce que, malgré l'opinion favorable du président, les Français n'étaient pas prêts, ainsi de l'indépendance de la Kanaky, ainsi de l'école laïque etc. Une véritable pédagogie du renoncement !

Le calme apparent qui règne sur la France au terme de ces dix ans de pouvoir socialiste ne saurait dissimuler les grandes transformations politiques qui se sont opérées. Sans grands chocs de classes, un véritable apprentissage du réalisme a été imposé, qui a bouleversé les repères fondamentaux. Il a fallu renoncer au changement pour apprendre la gestion du possible. Mais c'est une impasse. On le perçoit d'autant mieux à l'heure où le monde bascule. Reste que presque tout est à réinventer. A commencer par un nouveau projet de transformation sociale, puisque les anciens ont disparu dans le naufrage de la gauche qu'a signifié le mitterrandisme. ★

26 avril 1991



Dieu et le libéralisme

« *Changer la vie* » disaient-ils. Pourtant, le bilan des dix années Mitterrand est lourd, si on se place, bien sûr, du point de vue des travailleurs : 2 600 000 chômeurs officiellement recensés, des salaires bloqués, des inégalités accrues, une protection sociale érodée, un Code du travail en recul. C'est le triomphe de la réussite et de la légitimité capitalistes. La gauche réformatrice, élue en 1981 sur un ensemble de propositions a, très vite engagé une politique tout à fait inverse.

Maxime DURAND



CE QUI FRAPPE, c'est la rapidité avec laquelle s'est effectué le tournant vers la "rigueur" : Mitterrand est élu le 10 mai 1981, le premier plan de rigueur est mis en place dès juin 1982, et le tournant est pris définitivement en mars 1983.

Ces deux premières années condensent en somme l'abandon du programme sur lequel le président avait été élu.

La thèse officielle prétend que les bonnes intentions de la gauche se seraient brisées sur un environnement international hostile. Il est vrai que la relance de 1981-1982 s'est traduite par un creusement très important du déficit extérieur, notamment parce que la récession internationale a duré plus longtemps que prévu, et que le dollar a enregistré une hausse très rapide. Face à ces conditions adverses, la gauche, nous dit-on, devait rentrer dans le rang et se plier aux lois de l'économie, montrant ainsi l'étroitesse extrême de sa marge de manœuvre. Mais ce récit, où une politique de bonne volonté est annihilée par un monde extérieur sur lequel elle n'a pas prise, pose immédiatement un problème : s'agit-il de traîtres ou d'incompétents ?

La question mérite d'être posée en ces termes, étant donné que les dirigeants de la gauche avaient les moyens de mesurer les contraintes et les conséquences d'une telle politique. Dans un livre intitulé *Le socialisme industriel*, présentant les positions officielles du Parti socialiste (PS), l'auteur, Alain Boubliil, analysait très lucidement les deux principales menaces qui pesaient alors : le « déséquilibre des échanges extérieurs », résultant d'une

forte progression des importations, et la « rétention de l'investissement dans le secteur privé ». La sous-estimation de ces contraintes a-t-elle été délibérée ou "de bonne foi" ? Une déclaration attribuée à François Mitterrand — « *Pour le moment je fais de la politique ; la rigueur, on verra ça plus tard.* » — pourrait venir étayer la thèse d'une volonté machiavélique. Mais la réponse à cette question importe peu. Objectivement, la réussite d'une politique de transformation sociale reposait pour l'essentiel sur trois conditions, qu'en tout état de cause, la gauche ne souhaitait pas observer. Ce sont :

- à l'intérieur, la rupture avec la logique du profit ;
- à l'extérieur, la rupture avec la logique du marché mondial ;
- la mobilisation populaire nécessaire pour mettre en œuvre ces deux ruptures.

Le refus de rompre avec le profit est clairement illustré par le destin des nationalisations. Certes, la gauche a nationali-

sé les groupes industriels et les banques (avec une généreuse indemnisation), mais elle a aussitôt renoncé à s'en servir. En nommant Rocard, grand défenseur du marché, responsable du commissariat au Plan, on annonçait clairement que la planification resterait vaguement indicative. On n'a pas non plus créé la Banque nationale d'investissement, qui aurait pu assurer la réorientation des moyens de financement vers les secteurs de l'économie en fonction des priorités du plan. Le ministre de l'Industrie de l'époque, Chevènement, a bien essayé d'instaurer un tel dispositif, et de donner un contenu réel aux contrats mis en place entre les grands groupes et le Plan. Mais il a été très vite désavoué, puis contraint à la démission.

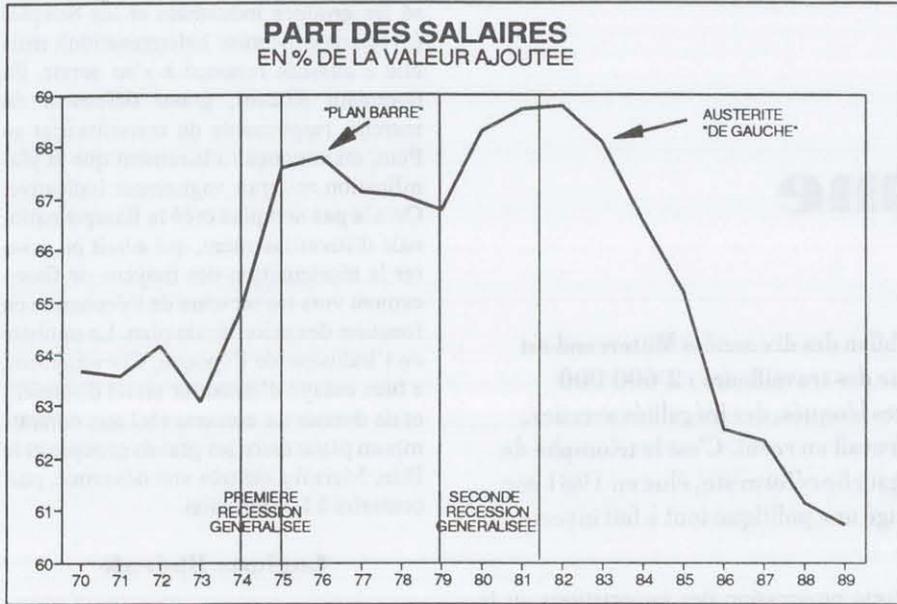
Logique libérale

Ce tournant a ouvert une période de retrait progressif de l'Etat, le fait le plus significatif étant sans doute la décision de laisser Creusot-Loire faire faillite en 1984, abandonnant ainsi la perspective de construction d'une industrie française de la machine-outil. Certes, les nationalisations ont permis de réaliser la restructuration d'industries comme la sidérurgie, au prix d'une réduction drastique des effectifs et d'une fusion des deux groupes nationalisés, Usinor et Sacilor. La gauche a donc assuré l'assainissement des principaux groupes industriels français, mais selon une logique libérale (réduction des effectifs, spécialisation non intégrée, dynamisme de l'investissement à l'étranger) qui fait que, si l'appareil industriel français a été assaini financièrement, il demeure tout aussi fragile globalement, comme le montre la récente récession.

La seconde rupture nécessaire concernait le marché mondial. Après cinq ou six ans d'une politique de monnaie forte, una-



En 1988, Mitterrand publie sa Lettre à tous les Français, où il promet qu'il n'y aura ni privatisations, ni nationalisations.



niment critiquée à gauche, tout le monde s'attendait à une dévaluation d'entrée qui aurait eu pour fonction de rétablir une parité du franc correspondant mieux à la capacité concurrentielle de l'économie française. Or, Mitterrand a décidé de repousser cette dévaluation, pour des raisons éminemment politiques. Cette position ne pouvait être interprétée que comme un message adressé aux autres bourgeoisies, afin de les rassurer quant à la détermination de la France de continuer à jouer le jeu.

Le règne de l'austérité

De la même manière, le débat sur la sortie du Système monétaire européen (SME), qui a précédé, en mars 1983, le tournant définitif vers l'austérité, a été tranché dans le sens de l'acceptation des règles : même les marges de manœuvre possibles n'ont pas été sollicitées. Ce minimum paraissant hors de portée, il n'est pas étonnant que des mesures plus avancées n'aient pas été envisagées, comme la déconnexion des taux d'intérêt, le contrôle des mouvements de devises et de capitaux, et le contrôle des importations. Le Parti communiste français (PCF) a bien réclamé que l'on produise français, mais sur un registre nationaliste, oubliant tout à fait, par ailleurs, la rupture interne.

La troisième condition était évidemment la mobilisation populaire qui, seule, aurait permis d'assurer une rupture réelle. Celle-ci n'a pas fait défaut à la gauche qui a, au contraire, tout fait pour l'éviter afin de rassurer les classes moyennes et la bourgeoisie. Depuis la signature du Programme commun de la gauche en 1972, les luttes sociales avaient été systématiquement freinées au nom des perspectives électorales. La division ouverte en sep-

tembre 1977 entre le PS et le PCF n'a pas aidé non plus à cette mobilisation, en déplaçant les débats vers des rivalités d'appareil. Enfin, dès l'arrivée au pouvoir, l'ensemble des appareils politiques et syndicaux a tout fait pour décourager les initiatives populaires. Dès le 11 mai 1981, on commençait à entendre dire qu'il ne fallait pas bouger, pour ne pas perdre les élections de juin 1981.

Le PCF et ses relais dans la Confédération générale du travail (CGT) ont joué un rôle tout particulier dans l'encadrement des masses, *L'Humanité*, quotidien de ce parti, devenant un véritable "journal officiel" aux dires mêmes de l'un des quatre ministres communistes de l'époque. Les luttes des ouvriers spécialisés (OS) dans l'industrie automobile ont, par exemple, été désavouées de fait, le Premier ministre Mauroy allant jusqu'à y voir un complot des intégristes musulmans.

Le refus des ruptures et de la mobilisation populaire a conduit la gauche au pouvoir à se replier sur une politique d'austérité intégrale, dont l'un des axes principaux a été la désindexation des salaires. Dès juin 1982, a été institué un blocage des prix et des salaires (surtout des salaires !). L'inflation a été effectivement ramenée à des niveaux comparables à ceux de la République fédérale allemande (RFA), mais ce résultat a été atteint en faisant reculer, à partir de 1983, la part des salaires dans la valeur ajoutée (voir le tableau ci-dessus). C'est le résultat essentiel de la politique économique de Mitterrand, à savoir le passage à une norme salariale que l'on peut appeler "zéro pouvoir d'achat". De là découle toute une série de corollaires, dont les plus graves sont la montée du chômage et le creusement des inégalités. Il ne s'agit pas là d'effets per-

vers, mais d'éléments constitutifs de cette politique. Le blocage des salaires et le rétablissement du profit ont été, en effet, obtenus dans un contexte de freinage de l'économie qui a provoqué une montée très rapide du chômage.

Diverses mesures créant des situations intermédiaires entre emploi et chômage ont pu faire apparaître une stabilisation du nombre de chômeurs, mais les performances françaises restent parmi les plus mauvaises d'Europe. La montée du chômage s'est accompagnée, par ailleurs, d'une dégradation du statut de salarié : précarité accrue, temps partiel, travail de nuit, intérim, sous-traitance, etc. La législation du travail est venue, systématiquement, accompagner ces avancées successives de la "flexibilité". La gauche se targue d'avoir fait voter les "lois Auroux" assurant l'expression des travailleurs dans l'entreprise, mais le constat est, en réalité, une véritable régression du droit du travail.

Le déficit social

Cette volonté de contenir le salaire s'étend évidemment à sa partie socialisée. Les socialistes se sont ralliés au théorème selon lequel le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) ne doit pas augmenter, faute, sans doute, de sombrer dans... le socialisme, selon la formule de Giscard, prédécesseur de Mitterrand à la présidence. Cela s'est traduit par un gel des mesures prises en 1981 et 1982 en faveur du salaire minimum et du minimum vieillesse. Un lent grignotage des prestations sociales a alors commencé, car le gouvernement sait que la Sécurité sociale est un acquis auquel les travailleurs sont fortement attachés. Même la retraite à soixante ans, qui est, avec la cinquième semaine de congés payés, l'un des rares acquis de la décennie, est aujourd'hui menacée par les projets du gouvernement, après avoir surtout servi à éponger le nombre de chômeurs.

Mitterrand a plusieurs fois demandé à être jugé sur l'emploi. C'était risqué, car le bilan est ici particulièrement consternant. La gauche pensait régler le problème du chômage en combinant trois moyens : davantage de croissance, plus d'emplois dans la Fonction publique, réduction de la durée du travail. L'austérité a emporté rapidement les deux premiers ; quant à la réduction de la durée du travail, il s'est passé ce que les partisans d'une loi des 35 heures avaient prévu : en ne baissant que d'une heure la durée légale du travail, de 40 à 39 heures, on allait créer un butoir, dès lors que la durée effective aurait rejoint la durée légale. On a même pu constater une remontée de la durée du

travail avec la reprise récente. C'est dire que, pour créer des emplois, la gauche au pouvoir compte dorénavant sur une réduction du salaire plutôt que sur une réduction du temps de travail : là encore, elle s'est rendue aux arguments du patronat.

La course aux profits

Mais si le pouvoir d'achat du salaire est bloqué, il faut bien trouver une demande suffisante, ailleurs : ce sera celle des riches. En 1984, l'arrivée de Bérégovoy au poste de ministre des Finances s'accompagne d'une politique forcenée de libération des marchés financiers. L'esprit d'invention, dont la gauche n'a pas su faire preuve au profit des travailleurs, se révèle enfin : de nouveaux instruments sont mis en place (marché financier à terme, titres de capitalisation) ; l'impôt sur les revenus du capital est progressivement allégé, pour ne représenter que 17 % ; les mouvements de capitaux sont totalement libérés, en avance sur le calendrier européen ; l'impôt sur les bénéfices des sociétés est ramené de 50 à 34 %.

Par ailleurs, Bérégovoy, qui était pourtant favorable à une sortie du franc du SME, se crispe dorénavant sur une politique de défense d'un franc surévalué d'environ 15 % par rapport au deutsche mark (au prix d'un envol des taux d'intérêt réel) et se fait le défenseur le plus acharné de la rigueur budgétaire. Mais la fonction crée l'organe : Bérégovoy est salué par la presse financière, sa politique est applaudie par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), et, *nec plus ultra* de l'affairisme triomphant, son chef de cabinet, Boublil, tombe pour un délit d'initié. Cette politique a pour contrepartie une distorsion spectaculaire dans la répartition des revenus : si les salaires stagnent, les revenus financiers s'envolent.

Le seul moteur de l'économie, c'est donc la consommation des riches, qui compense la stagnation de la consommation salariale et finit par déboucher sur une tardive reprise de l'investissement, à partir de 1987-1988. Mais, même du point de vue de la bourgeoisie, cette politique n'est pas forcément optimale. Pour résumer : les patrons ont licencié à tour de bras, et le gouvernement a pesé sur les salaires pour rétablir la situation financière des entreprises. Mais cette austérité, un peu fruste, s'est accompagnée d'une stagnation du marché intérieur, d'une faiblesse de l'investissement et de l'effort de formation, et donc d'un affaiblissement

relatif de l'appareil productif, qui se traduit notamment par un déficit croissant du commerce industriel. C'est là une des principales contradictions de cette politique économique.

Mais ce qui surprend peut-être le plus dans cette politique, c'est ce phénomène d'*over-shooting* (comme disent les financiers), qui a conduit les socialistes à en faire plus, et même carrément trop. La furie de dérèglementation d'un Bérégovoy va, par exemple, bien au-delà de ce qui était strictement nécessaire à court terme. La meilleure preuve en est, sans doute, fournie par le retour de la droite au gouvernement, de 1986 à 1988. A prendre à la lettre les discours de la droite sur les ravages accomplis par la gauche, après sa victoire en 1986, il aurait fallu s'attendre à un virage à 180 degrés de la politique économique. Or, la seule inflexion significative a porté sur la reprivatisation d'une partie des groupes et des banques nationalisés.

Ce processus n'a pas pu être conduit à



son terme, à cause du krach d'octobre 1987 (1), mais il a permis de constater que l'idée de nationalisation était devenue une coquille vide. Mitterrand a fait campagne en 1988 en avançant l'idée du "ni-ni" (ni privatisation, ni nouvelle nationalisation), mais son gouvernement s'est aussitôt attaqué à ce que n'avaient pu faire leurs prédécesseurs ultra-libéraux (2), à savoir démanteler le statut de l'usine automobile Renault, nationalisée à la Libération en 1945, et de la poste. Il y a peu, les entreprises publiques ont été autorisées à recevoir des participations de capital privé. De toute façon, il y a belle lurette que rien ne différencie plus les orientations de gestion et le mode d'organisation du travail entre une entreprise publique et une entreprise privée.

On peut examiner toutes les courbes économiques importantes, aucune ne fait apparaître de rupture correspondant au re-

tour provisoire de la droite aux affaires. Le graphique de la courbe des salaires synthétise de manière cruelle le bilan de la gauche réformatrice. Il montre comment les deux récessions généralisées, et surtout la première, entraînent une augmentation de la part des salaires. En 1976, est instauré le plan Barre qui réussit à faire baisser un peu la part des salaires qui grimpe de nouveau avec la seconde récession. L'arrivée de la gauche se traduit par une hausse modérée, bientôt suivie d'une chute vertigineuse où, ironie du sort, la seule année de ralentissement coïncide avec le passage de la droite au pouvoir. En six ans, la gauche gestionnaire a rattrapé, et au-delà, le déplacement imputable à la crise : telle aura sans doute été sa fonction historique.

Destruction des espérances

Mais, parmi toutes les reculades, la pire est sans doute l'alignement pur et simple sur les valeurs du capitalisme, que résume cette formule de Bérégovoy au quotidien *Les Echos* du 6 Mai 1991 : « C'est la France qui s'est réconciliée avec les entreprises et les socialistes y ont aidé. » La gauche ne s'est pas, en effet, contentée de trahir un programme, elle a détruit une espérance. De même que le stalinisme a jeté son ombre sur la perspective de construction d'une société socialiste, la dérisoire expérience menée par le PS et le PC a pour longtemps discrédité tout projet de transformation sociale.

Les références essentielles de la gauche française (nationalisations, planification, autogestion) sont aujourd'hui déconsidérées, comme si ce qu'en avait fait la politique réformatrice correspondait vraiment à leur contenu. La France d'aujourd'hui se distingue par une crise particulièrement profonde du syndicalisme, et par la montée de l'extrême droite. Il faudra donc du temps pour effacer le poids de ce bilan dans l'imaginaire social, et reconstruire un authentique projet de transformation sociale. ★

7 mai 1991

Les dessins qui illustrent les articles sur la France sont extraits du livre de Plantu, *Ouverture en bémol*, La Découverte / Le Monde, 1988, Paris.

1) Le 26 octobre 1987, un deuxième "lundi noir" s'est produit sur les marchés boursiers mondiaux : les indices boursiers ont perdu 4,8 % à Tokyo, 4,9 % à Paris, 8 % à New-York et même 33 % à Hong-Kong.

2) Par ailleurs, anciens dirigeants du groupuscule fasciste Occident.

« La Patrie sera un éternel Baragua* »

Les difficultés économiques et les tensions sociales à Cuba viennent s'ajouter aux interrogations nées de la crise des pays de l'Est, longtemps présentés comme des bastions du socialisme. Les doutes, les inquiétudes, les incertitudes sur l'avenir se sont exprimés dans les assemblées de préparation du IV^e Congrès du Parti communiste cubain (PCC) qui devait se tenir durant le premier semestre de 1991, et qui a été reporté. Reléguée temporairement à l'arrière-plan par la guerre du Golfe, la tenue du congrès constitue un dilemme pour la direction : comment répondre à l'attente suscitée par les nombreux appels au débat ? Et, surtout, que dire à ceux qui se demandent comment et si le pays peut survivre ? Ces questions sont accentuées par les difficultés de la vie quotidienne, et la direction du PCC est obligée de répondre à l'impatience croissante qui se manifeste dans la jeunesse et chez les intellectuels.

Janette HABEL



CONVOQUE sous le signe de la proclamation de Maceo rejetant la capitulation du Pacte de Zanjón (1), le IV^e Congrès s'inscrit dans la tradition des guerres d'indépendance, des luttes pour la dignité et la souveraineté nationales, « pour la défense des principes révolutionnaires, patriotiques et internationalistes sans dogmes ni schémas étrangers » (2), à l'heure où les impérialistes « croient assister à une crise définitive et irréversible du socialisme » (3).

Devant l'effondrement de ce que l'on appelait encore récemment à Cuba le « camp socialiste », Fidel Castro organise le retour aux sources — profondément nationales — de la révolution. Mais cet appel à la résistance, dans une situation économique alarmante (4), ne peut faire le détour de débats plus fondamentaux : historiques — comment en est-on arrivé là, pourquoi n'a-t-on pas analysé plus tôt la situation des pays de l'Est —, politiques et économiques. Comme le soulignait encore *Granma*, le 10 février 1991, le congrès devait traiter en priorité du « développement économique et de la démocratisation de la société », y compris de « la démocratisation du Parti », tout en suscitant « un large dialogue national ». C'est en ces termes que les assemblées locales, souvent très animées, ont

débatu, parfois bien au-delà des limites fixées.

Si l'on sait peu de choses sur le déroulement de certaines assemblées provinciales, on connaît, en revanche, les débats impulsés à La Havane par des intellectuels et des professionnels de différents secteurs, à l'université, parmi les journalistes, les écrivains et les artistes, et par l'Institut du cinéma. Loin de se cantonner à des préoccupations sectorielles, ces réunions ouvertes du Parti ont reflété des exigences politiques plus générales. Dans ces milieux, relativement favorisés — ils ont, entre autres, la possibilité de voyager, privilège réclamé par la majorité des jeunes —, l'élargissement des droits politiques est au centre des discussions. Les critiques n'épargnent ni la presse, ni les institutions (dont Fidel Castro lui-même), ni le PCC. Le caractère largement formel des Organes du pouvoir populaire (OPP) et de l'Assemblée nationale ont été remis en cause ; cette dernière, dont les directions provinciales et la représentation nationale sont élues au suffrage indirect, est, en fait, directement contrôlée par le PCC. Les instances de base locales, dont les délégués sont en principe révocables, sont réduites à des tâches de gestion municipale.

Le problème du parti unique n'est pas abordé mais, en revanche, le monolithisme, le non-respect des différentes opinions et l'impossibilité de les exprimer sont fortement critiqués, et ce, d'autant plus, que les problèmes de la corruption, de la double morale et de l'hypocrisie sont sans cesse mentionnés.

L'hypercentralisation économique est désignée comme la responsable des difficultés de la vie quotidienne ; des voix se font entendre pour réclamer la légalisation de certaines activités privées, des marchés paysans libres et de diverses productions artisanales qui existent de façon clandestine et sans aucun contrôle parce que l'inefficacité du secteur d'Etat est telle que la vie quotidienne devient un enfer.

Comme l'ont souligné des intervenants dans les assemblées de débat, trouver un plombier pour réparer des canalisations hors d'usage relève de l'exploit et se paye à prix d'or ; non seulement l'interdiction des autorités n'empêche ni l'enrichissement ni la corruption, mais elle entrave tout contrôle social et favorise le détournement des ressources du secteur d'Etat sur une grande échelle. Or, il est désormais vital de rendre plus transparent un système économique dont l'opacité bureaucratique favorise, en dernier ressort, le développement anarchique et spéculatif du petit commerce et de l'artisanat que l'on voulait justement combattre. On peut penser qu'en autorisant ces activités on pourrait, au moins, en contrôler le développement et les prix.

Le malaise de l'intelligentsia

En l'absence de toute explication officielle, et de toute analyse cohérente de la crise des pays de l'Est qui aurait nécessairement des conséquences sur le système institutionnel cubain, les interprétations partent dans tous les sens.

Des intellectuels, dont on aurait pensé jusqu'alors qu'ils n'émettraient pas l'ombre d'une critique publique face à des étrangers (la critique privée a toujours existé), expriment aujourd'hui leur amertume. C'est le cas, entre autres, de l'écrivain Lisandro Otero, qui fut un temps président de l'Union des écrivains et artistes cubains (UNEAC) et dont le dernier roman, *L'arbre de la vie* (un retour sur les années de la bureaucratisation), a été publié au Mexique mais pas à Cuba : « *La révolution est une chose terrifiante, belle,*

* Titre de l'appel au IV^e Congrès du PCC.

1) Antonio Maceo, général noir, fut l'un des principaux dirigeants des guerres d'indépendance contre l'Espagne à la fin du XIX^e siècle. Le 11 février 1878, s'est tenue à El Zanjón une réunion entre les Espagnols et les insurgés pour établir les conditions de la paix et mettre fin à la guerre. Il s'agissait, en fait, d'une véritable capitulation puisqu'il n'était question ni de l'indépendance, ni de la libération des esclaves. En mars 1878, Maceo réunit 1 500 officiers et soldats à Baragua contre la paix déshonorante et pour poursuivre la lutte.

2) Rapport pour l'Assemblée du PC de La Havane. AFP, février 1991.

3) Appel pour le congrès.

4) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

déchirante. C'est la fin de quelque chose et le début d'autre chose. A Cuba, la révolution nous a permis de faire une nation de ce qui n'était qu'une colonie. »

Mais la révolution survivra-t-elle ? Selon Otero : « C'est très difficile à dire. Il y a de nombreux problèmes très graves. Les gens sont actuellement très remontés et très instables. Certains deviennent violents. L'irritation et l'anxiété se répandent. Les bureaucrates ne font rien. C'est ainsi qu'ils peuvent sauvegarder leurs emplois. Par ailleurs, on ne voit pas de graffiti, il n'y a pas de manifestations. Les gens sont nerveux, mais ils n'ont pas encore atteint un point de rupture. (...) Le parti unique ne peut pas fonctionner. Avant, à l'époque de Batista, il y avait quatorze partis. Ça ne marchait pas non plus. Nous avons besoin de quelque chose d'intermédiaire. Nous voulons des discussions, des idées, une nouvelle dialectique ; nous ne voulons plus de cet autoritarisme. Nous avons besoin de stimuler l'initiative personnelle. Le problème avec le socialisme, c'est que tout est trop abstrait. »

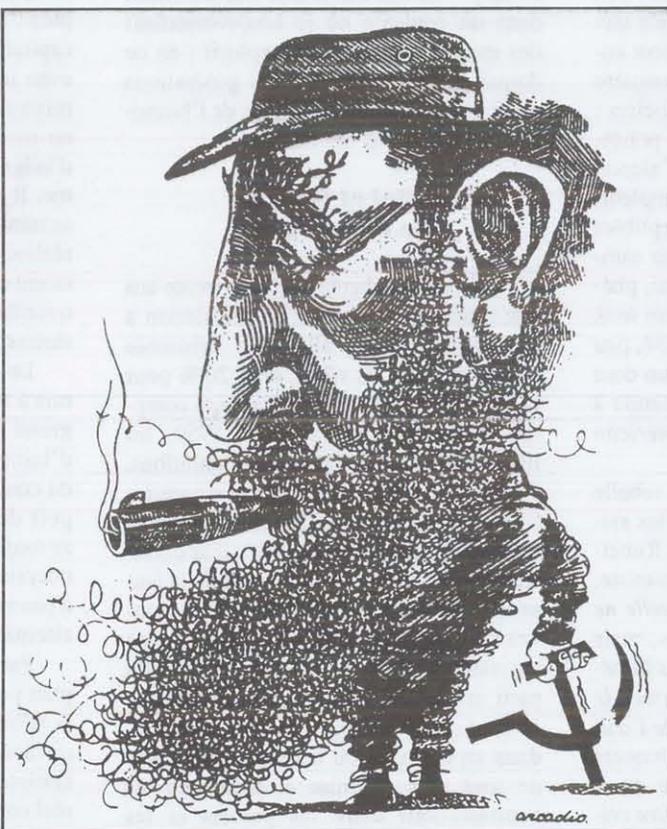
Se considère-t-il contre le régime ? « Je ne me considère pas comme un dissident. Je crois encore à beaucoup de choses liées à la révolution. Je ne suis victime ni de harcèlement, ni de coercition. On oublie seulement de mettre votre nom sur la liste. Je vis dans une sorte de néant social. Le vide. J'écris mes mémoires. Je pense qu'elles vont me valoir pas mal d'ennuis mais l'artiste doit parler en son nom propre. Il faut avoir près de soixante ans pour faire quelque chose comme cela ! » (5).

Ouverture et langue de bois

Les intellectuels sont en proie à un malaise. Le cas d'Otero, écrivain autrefois orthodoxe, n'est pas isolé. Depuis que l'Institut cubain des artistes et des techniciens du cinéma (ICAIC) bénéficie d'une réelle autonomie de décision (6), l'allégorie politique critique traverse les meilleurs films cubains ; la satire de la bureaucratie, du discours officiel et des ressorts du pouvoir apparaissent dans des films comme *Seconds rôles* d'Orlando Rojas ou *Alice au pays des merveilles* de Daniel Diaz Torres, réalisé en collaboration avec le grand écrivain cubain Jesus Diaz. Alice se retrouve dans le village où sont rééduqués les *tronados* (expression populaire pour désigner les bureaucrates qui ont perdu

leur poste, parce que la hiérarchie du Parti en a décidé ainsi) et y fait l'expérience sinistre des horreurs du lieu.

Il n'est pas étonnant que l'une des assemblées générales de préparation du IVE Congrès les plus longues (elle a duré trois jours) ait eu lieu à l'ICAIC, en présence de l'immense majorité du personnel — artistes et techniciens, militants ou non du PCC, soit plusieurs centaines de personnes. Les cinéastes cubains ont une longue tradition critique ; ils ont souffert de l'intolérance et des conceptions inspirées du réalisme socialiste qui ont imprégné la décennie noire, de 1975 à 1985, durant laquelle des films comme *Techo de Vidrio* de Sergio Giral ou des romans comme *Las iniciales de la tierra* de Jesus Diaz (7) ont été mis à l'index pendant plusieurs années. Mais il faut souligner qu'en ce do-



maine, comme dans d'autres, la répression n'a pas été comparable avec celle qui a sévi en Europe de l'Est. Ces artistes sont aussi conscients du fait que la naissance d'un cinéma autochtone, internationalement reconnu, est liée à la révolution ; le cinéma de l'exil n'a pratiquement rien donné.

Cependant, l'ouverture actuelle dont bénéficient les artistes et les intellectuels — en particulier dans le domaine des sciences humaines, comme en témoignent les recherches critiques, notamment sur le stalinisme que reflètent des revues comme *Cuadernos de Nuestra America* ou *Casa de las Americas* — reste bannie

de la presse politique liée au PCC. Le quotidien officiel *Granma*, quand on le trouve (ce qui est difficile avec les restrictions actuelles de papier), reste un bastion du *teque-teque* (langue de bois), et même une revue comme *Bohemia* demeure d'une grande pauvreté. De toute évidence, dès que l'on se situe sur le terrain plus immédiatement politique de la presse quotidienne ou hebdomadaire, le contrôle est bien plus strict ; F. Castro avait, il y a quelques années, dénoncé le "syndrome du mystère" dont souffriraient les journalistes cubains ; or, si ce syndrome n'a pas disparu, ce ne sont évidemment pas les journalistes qui en sont responsables, mais le monolithisme imposé par le parti unique qui empêche tout débat public.

Une jeunesse rebelle

Les jeunes constituent un autre secteur sensible. L'appareil paye aujourd'hui le prix d'une contradiction majeure : les générations nées après la victoire révolutionnaire ont bénéficié d'une éducation de masse — des dizaines de milliers de jeunes vont à l'université ; l'élévation du niveau culturel est impressionnante. La jeunesse cubaine a le niveau de formation le plus élevé d'Amérique latine ; mais, en même temps, elle est confrontée à une société bloquée. Ses aspirations se heurtent à la rigidité institutionnelle, aux préjugés machistes, encore vivaces, et aux blocages culturels. La promotion sociale, fait majeur de la génération précédente, est, avec la crise, plus difficile. Cela provoque la marginalisation de certains secteurs de la jeunesse et leur apolitisme.

Le suicide occupe la sixième place parmi les causes de mortalité : selon l'annuaire statistique de Cuba, les personnes les plus vulnérables sont les jeunes filles précocement enceintes et dont les familles gèrent mal la situation (8).

Les incidents signalés récemment par le journal du Parti communiste français (PCF), *L'Humanité*, sont tout aussi inquiétants : la police serait intervenue lors d'un concert rock à la Maison de la culture de l'arrondissement de Playa à La

5) *Guardian Weekly*, 17 mars 1991.

6) Voir à ce sujet l'étude de Paolo Paranagua "Lettre de Cuba à une Europe infidèle, Position politique du cinéma cubain", à paraître dans la revue britannique *Framework* en mai-juin 1991.

7) A paraître aux éditions Acte Sud à l'automne 1991.

8) *Granma*, 17 février 1991.

Havane. « *Beaucoup de jeans et de débardeurs déchirés. Des cheveux longs et quelques boucles d'oreilles. Et aussi quelques adolescents ordinaires fans de rock. Plusieurs groupes cubains participaient au concert : Horus, Red, Metal Oscuro. Cette Maison de la culture organise régulièrement ce type de concerts et elle prête ses locaux aux groupes pour qu'ils puissent répéter, sans problème particulier. Plusieurs centaines de jeunes assistaient à ce concert lorsque la police est intervenue pour évacuer le local* » (9).

Les jeunes contre l'immobilisme

Selon la version officielle, la police serait intervenue pour mettre fin à une bagarre ; la correspondante de *L'Humanité*, peu suspecte d'animosité politique, fait état de versions différentes et signale que des phrases hostiles au gouvernement auraient été entendues et, pour la première fois, des pierres lancées sur des policiers ; les interventions antérieures de la police, motivées, en général, pour cause d'alcool, n'avaient jamais pris une telle ampleur, bien que des tensions soient perceptibles entre de jeunes policiers, venus des campagnes, et une jeunesse urbaine qui, phénomène quasi planétaire, adopte un *look* vestimentaire fortement américanisé, peu susceptible de plaire à une direction dont l'anti-impérialisme radical s'est étendu à la critique de l'ensemble de l'*American way of life*.

Que la jeunesse cubaine se rebelle contre les stéréotypes, y compris les stéréotypes révolutionnaires, Roberto Robaina, secrétaire de la Jeunesse communiste, le confirme : « *La génération actuelle ne pense pas seulement à s'amuser* », mais elle doit « *chercher comment, dans la période actuelle, être capable de jouer le rôle de génération continuatrice de l'œuvre révolutionnaire* ». Cette jeunesse n'est pas homogène « *et lorsque quelqu'un trouve qu'il est mauvais d'être critique, je me vexe, car cela me semble traduire un manque de confiance envers les jeunes d'aujourd'hui que l'on accuse ensuite d'immaturité* ».

Il y a un déphasage, un décalage entre générations, dont la radicalisation s'est faite dans un contexte historique totalement opposé : pour la génération castroïste, l'apogée des luttes de libération nationale et la victoire sur le néo-colonialisme ; pour les nouvelles générations, l'effondrement du camp dit "socialiste" et la remise en cause des valeurs dont on disait qu'il était porteur. La direction du PC risque de payer cher l'absence de pluralisme, le monolithisme et la sclérose des institutions et des organisations qui en ré-

sultent ; en l'absence de mécanismes de débats, de structures d'échange et de discussion, les jeunes risquent de cultiver le cynisme et de se dépolitiser, d'autant plus que le journal de la JC, *Juventud Rebelde*, qui avait réussi à opérer une certaine ouverture, a considérablement ralenti sa parution, pour cause de pénurie de papier en provenance d'Union soviétique.

Il en va de même pour la Fédération des femmes cubaines (FMC), dirigée par Vilma Espin, qui, en dépit d'un passé glorieux dans la Sierra Maestra, n'a été que récemment élue membre d'un bureau politique, auparavant entièrement masculin. Cette organisation est l'objet de nombreuses remises en cause, notamment à cause de son peu d'offensive à l'égard du machisme ambiant ; elle a pris tardivement en charge la radicalisation féministe et les problèmes des jeunes adolescentes, dans un contexte où le bouleversement des mœurs sexuelles est explosif : en ce domaine aussi le fossé entre générations est énorme ; il en fut de même de l'homosexualité, aujourd'hui tolérée.

Fidel et le culte de l'homogène

La société cubaine a subi en trente ans une mutation colossale : sa population a quasiment doublé, elle s'est urbanisée (70 % vit dans les villes, dont 20 % pour la seule Havane) ; dans un pays qui comptait 25 % d'analphabètes en 1959, les livres s'arrachent. Dans ces conditions, vouloir continuer à imposer des structures figées, importées d'URSS, ne pas respecter les courants d'opinion dans leur diversité, les manifestations critiques de la jeunesse, les phénomènes culturels nouveaux aussi hérétiques soient-ils, est une aberration : c'est toute la conception du parti unique/parti d'Etat (non exempt de corruption, de surcroît) qui est en cause, dans un contexte où les vérités absolues ne sont plus de mise et alors que les contradictions entre les paroles et les actes — la double morale — sont de plus en plus perceptibles. Or, la direction du pays — qui réagit différemment, selon qu'il s'agit de secteurs de l'appareil ou du noyau fidéliste — semble paralysée par l'immobilisme, ce qui explique sans doute le report du IV^e Congrès. Pourtant les événements s'accélérent, sous la pression de l'extérieur, mais aussi de la population, et l'on ne pourra reporter indéfiniment les changements nécessaires si l'on veut éviter des bouleversements plus graves.

De l'avis général (y compris des secteurs les plus lucides de l'exil), aucun des groupes dissidents n'est vraiment représentatif ; souvent inféodés aux groupes

les plus réactionnaires de Miami, ils ne représentent pas, pour l'instant, une menace réelle pour le régime. Les critiques les plus offensives gravitent au sein — ou autour — du PCC, ce qui devrait favoriser l'expression du pluralisme dans la révolution autour des deux grandes questions de l'heure : la politique économique et la démocratisation institutionnelle. Sur ces deux problèmes, il existe au moins deux réponses : celle de Fidel Castro et celle des bureaucrates dont la motivation première est de sauver leurs privilèges.

Le dirigeant cubain, pragmatique et empirique, est prêt à accepter des concessions importantes en termes de privatisation dans la situation difficile que connaît le pays, alors que l'accord avec l'URSS, signé après un processus difficile (10) n'est d'ores et déjà pas totalement respecté. Castro n'est pas à une contradiction près : sa dénonciation des "mécanismes capitalistes" ne concerne pas les accords avec les trusts étrangers ; les entreprises mixtes s'étendent, avec des conséquences en matière de dérégulation du travail et d'inégalités, contradiction explosive à terme. Il condamne, en revanche, l'enrichissement des artisans ou des paysans, sans réaliser que ces activités privées pourraient entraîner une amélioration de la vie quotidienne et un relâchement des tensions sociales.

Le processus de "rectification" a été mis à toutes les sauces, et il ne reste plus grand chose du projet initial. Une série d'initiatives économiques sont prises hors du contrôle du dirigeant cubain ; le monopole des discours est une chose — « *cause toujours* » disent en privé certains technocrates — et la pratique une autre. Il n'y a pas vraiment de politiques économiques alternatives proposées.

Par contre, il en va autrement sur le plan politique. La conception fidéliste de la débureaucratiation a plusieurs conséquences : d'une part, c'est une débureaucratiation par en haut, autoritaire et sans réel contrôle des masses, donc nécessairement fragile ; de l'autre, elle déstabilise profondément l'appareil qui louvoie pour se protéger — souvent efficacement — des offensives du dirigeant cubain, qui ne prend pas les mesures qui permettraient d'engager une lutte efficace contre le cancer bureaucratique qui ronge le pays. La preuve en est le sort déjà réservé aux mesures de restriction de postes prises dans le cadre de la préparation du congrès à l'encontre des bureaucrates en nombre excessif et le recyclage d'ores et déjà efficace d'un certain nombre d'entre eux (des propositions de diminution de 50 % des

9) *L'Humanité*, 26 avril 1991.

10) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

postes avaient été adoptées). De même, les changements intervenus dans les modalités d'élection des responsables du PCC — élection directe et secrète — ont eu des conséquences à la base, sur le plan local, mais il semble qu'ils aient peu d'impact à l'échelon provincial ou national — le rapport de forces établi sur le plan local, dans la mesure où l'élection ne se fait pas sur la base d'une plate-forme ni d'un mandat, reste largement formel. Les délégués de base, même démocratiquement élus et, d'ailleurs, souvent nouveaux, n'ont pas pesé dans les assemblées provinciales du Parti. La manière dont les débats politiques ont été traités, malgré les proclamations initiales, le prouve.

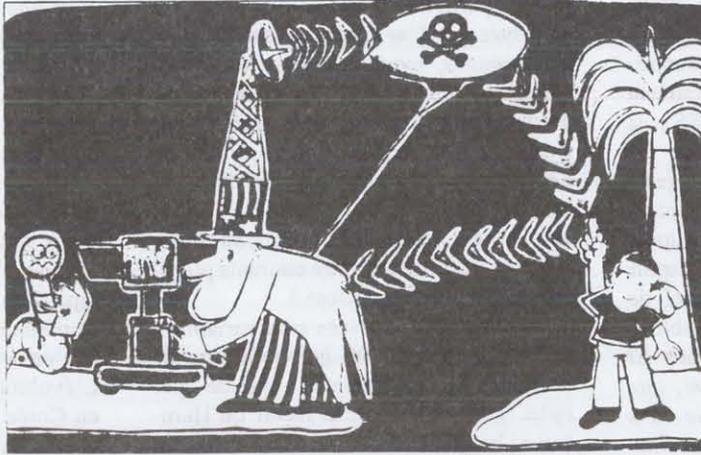
Le 1er juillet 1990, *Granma* reproduisait une longue note du bureau politique : « Le Parti communiste est favorable à un large débat national. (...) La défense du socialisme ne peut aller de pair avec une position fermée ou de résistance. Si nous parlons de rectification, nous ne pouvons pas défendre à outrance nos méthodes actuelles. » L'appel au débat devrait permettre « un fonctionnement plus démocratique des institutions politiques et de l'Etat ». La note soulignait « que la qualité de la réunion ne pourra, en aucun cas, être mesurée "comme nous le faisons dans le passé" par le taux d'unanimité ou l'absence de questions considérées comme problématiques ou divergentes. Nous ne devons pas nous plaindre si des points de vue, jusque là réprimés ou inhibés, se manifestent aujourd'hui publiquement, parce qu'ils nous offrent la possibilité de discuter, d'apporter des éléments nouveaux et d'éviter la confusion et les erreurs ».

Le PCC et le débat

Huit mois après, en février 1991, le rapport fait à l'assemblée du Parti, à La Havane, synthétise ce qui est arrivé dans les autres assemblées; rédigé après la tenue de 11 337 réunions de base pour enregistrer les opinions d'un million de personnes environ, le rapport souligne qu'une personne sur quinze « a donné son avis ouvertement »; certaines « propositions néo-libérales et capitalistes » sont apparues, que le document considère comme « quantitativement négligeables », faites par « naïveté politique, par confusion ou inspirées par des positions ouvertement opposées à la politique du Parti ». Selon le rapport, certains « se sont prononcés pour la privatisation de la

production et des services, pour l'instauration d'une économie de marché, pour le rétablissement des marchés libres paysans, et, dans des cas très limités, pour le pluripartisme ».

Il y a eu, dans certains cas, « un manque de combativité ou une certaine naïveté » de la part de communistes et de révolutionnaires et « il a fallu procéder à des



Peinture murale à La Havane dénonçant TV Martí émettant des Etats-Unis.

analyses dans les organismes de base du Parti, pour clarifier l'essence de ces propositions. (...) De manière générale, les explications données ont été comprises; cependant, il a été nécessaire d'appliquer des mesures disciplinaires à des militants et de faire des remarques critiques à des cellules qui n'ont pas été capables de défendre la politique du Parti ». Dans ces conditions, le large débat national pourrait bien tourner court et le IVe Congrès réaffirmer une ligne qui se résumerait à faire, comme on dit à Cuba, « mas de lo mismo » (du pareil au même).

Le rapport se termine par un quadruple refus : non à la privatisation, non à l'économie de marché, non au pluripartisme, non aux réformes capitalistes *entreguistas* (capitulardes).

F. Castro ne donne aucunement l'impression de s'engager dans la seule voie qui permettrait de remettre en cause les méfaits de la bureaucratie, la dénonciation de ses privilèges, de son cynisme et de sa corruption, car cela impliquerait de donner un réel pouvoir de contrôle aux masses populaires (qui n'existe pas dans les OPP vidés de leur substance, comme une enquête officielle et publique l'a reconnu), mesure liée à la remise en cause du parti unique... et du mode de direction paternaliste instauré par le castrisme. Or, même si ce n'est pas par pur intérêt de pouvoir que le commandant en chef s'y oppose, mais au nom d'une conception idéologique d'ensemble, mélange de militarisme, de défense de la révolution assimilée au monolithisme et d'incompréhension de la diversité sociale, politique et culturelle d'un pays comme Cuba, cette

conception est de plus en plus contestée. Ce culte de l'homogène est lié à la défense du parti unique.

Il est vrai que certains dirigeants latino-américains contestent cette vision — Fernandez Huidobro, dirigeant des Tupamaros d'Uruguay, par exemple — car, pour eux, « Fidel est le leader de l'opposition, et le plus souvent un leader mis en minorité » (11). Huidobro remue d'ailleurs le couteau dans la plaie : pour lui, Fidel combat « contre quelque chose d'insaisissable, qui est en dessous de lui, mais au dessus du peuple et qui semble invulnérable. Quelque chose de gros, d'épais, de gluant, de grossier ». Mais pourquoi, après 30 ans, cette bureaucratie, car c'est d'elle qu'il s'agit, est-elle invulnérable ?

Au pied du mur

Les critiques de plus en plus nombreuses, parfois même publiques — ce qui est nouveau — à l'égard de F. Castro ne sont pas toutes innocentes. Là aussi l'enfer est pavé de bonnes intentions. Profondément inquiets pour leur sort depuis l'affaire Ochoa en juillet 1989 (12) — traumatisme majeur dans l'histoire de l'île — un certain nombre d'apparatchiks commencent à penser que dans la conjoncture actuelle, leur sort pourrait être en péril, si le mécontentement populaire venait à déchaîner contre eux l'ire de F. Castro, dont la popularité, encore réelle, permettrait de les prendre comme boucs émissaires. Voilà pourquoi, pour la première fois, des hauts fonctionnaires se prononcent en privé pour des réformes économiques, dans un sens "perestroïkiste", et pour des changements politiques, d'une plus grande ouverture, qui permettraient de relativiser le rôle de Fidel et d'accroître le leur. Cette orientation, qui n'avait guère de crédibilité il y a peu de temps encore, en acquiert aujourd'hui, au vu des changements d'approche en cours dans la communauté cubaine en exil à Miami.

L'immigration cubaine représente une puissance économique et politique en Floride; un million et demi de cubano-américains vivent à Miami. Jusqu'à une époque récente, l'objectif de la "vieille garde de l'exil" était de provoquer une invasion de l'île par les *marines* américains ou de réussir, avec l'aide de la CIA, l'assassinat, maintes fois raté, de Fidel Castro. Ces secteurs d'extrême droite n'hési-

11) Mate Amargo, 13 mars 1991.

12) Voir *Inprecor* n° 295 du 16 octobre 1989.

tèrent pas à organiser des repréailles, des attentats, des assassinats contre ceux que l'on appelle les *dialogueros*, les partisans du dialogue et de la "réconciliation nationale", qui ne considèrent pas Miami comme leur ville et qui rêvent de retrouver "leur" île.

Ces derniers, autrefois minoritaires, sont en train de devenir hégémoniques pour plusieurs raisons. D'une part, parce que les Soviétiques multiplient les contacts afin de négocier une issue économique et pacifique pour alléger le fardeau que représente Cuba pour l'URSS ; la "guerre froide" est terminée, l'île ne les intéresse plus, mais ils souhaitent organiser une transition acceptable et donc pacifique, pour leur image de marque auprès du tiers monde. D'autre part, l'espoir d'un renversement violent de Fidel de l'intérieur n'est pas des plus probables : comme le souligne Timerman, dans *El País*, « on ne croit plus, à Miami, que l'aggravation des conditions de vie dans l'île provoque une rébellion contre Castro » (13).

Les "gusanos" de Miami

Les hypothèses envisagées depuis deux ans ne se sont pas confirmées : l'idée d'un commando suicide ou, plus précisément, de l'arrestation de F. Castro par un groupe de militaires et son envoi ultérieur en URSS, dans le cadre d'un complot fomenté par les Soviétiques (idée qui avait fleuri après l'exécution d'Ochoa en juillet 1989), sont peu crédibles. Enfin, et c'est là un changement majeur, les voyages et les contacts qui se sont développés entre familles de l'exil et de l'intérieur (la majorité des familles cubaines a un membre exilé en Floride) ont contribué à un changement : de nombreux cubano-américains redoutent une issue violente à la crise et les *dialogueros* ne sont pas favorables à une intervention américaine — la répétition d'une guerre du Golfe ne les enthousiasme pas. Or, dans une situation de guerre civile, « les Etats-Unis pourraient intervenir. Il serait désastreux de voir les Nord-Américains donner le pouvoir à un Endara [le président du Panama, imposé après l'expédition américaine, ndr] même plus mince, qui s'appellerait Valladares » (14).

Une chose est claire : les prémisses à une négociation éventuelle passent par le fait que cette dernière devra avoir lieu entre Cubains. « *La transition vers la liberté et la démocratie doit être discutée par tous les Cubains. Le destin de la nation doit se décider à Cuba et entre Cubains, pas à Moscou ni à Washington* » déclare la Plate-forme démocratique cubaine, créée à Madrid en août 1990, avec

l'aval du gouvernement espagnol. Pour la première fois, le gouvernement de Felipe Gonzalez a pris contact avec des opposants castristes (15). Alors que l'Etat espagnol figure en tête des partenaires européens de Cuba, cette décision n'est certainement pas étrangère à l'affaire des ambassades, en juillet 1990. D'après la Plate-forme, les forces politiques qui devraient participer à ce dialogue sont les suivantes : « *Une représentation large des groupes, mouvements et partis qui cherchent à promouvoir des changements politiques et sociaux à l'intérieur de Cuba ; une large représentation de l'exil ; une délégation du gouvernement cubain ; des observateurs internationaux qui donnent leur aval aux négociations.* » Un rapport de forces entre courants politiques particulièrement dosé !

Pour l'exil, les issues sont variables : La meilleure serait un gouvernement de coalition (éventuellement présidé par Fidel !), et de la même façon qu'Humberto Ortega est resté à la tête de l'armée au Nicaragua, on pourrait envisager que Raul Castro reste à la tête de l'armée. Miami devrait avoir une place déterminante et renforcer son rôle de pôle économique, en investissant dans la construction d'hôtels et de résidences secondaires pour les Cubains de Floride qui viendraient y passer leurs week-ends, sans compter l'aide familiale « *qu'à l'image des Turcs, des Grecs ou des Portugais* », les Cubains de l'exil fourniraient.

Ce scénario n'est, en réalité, qu'une première étape. Comprenant que la perspective d'un renversement armé du régime de l'extérieur était improbable, la communauté de Miami tire les leçons de ce qui s'est passé en Europe de l'Est et prépare une transition progressive et le changement à terme du régime, qu'elle espère miner par ses propres contradictions.

Il est certain que des contacts existent entre La Havane et les dirigeants les plus modérés de l'exil. Mais quelles sont les conditions déjà mises par Cuba à l'ouverture d'un dialogue ? La fin de l'embargo américain, la restitution de la base militaire de Guantanamo (d'autant plus urgente que l'URSS diminue, pour la première fois ses livraisons d'armes) ; l'ouverture politique est possible — dans le respect du régime social cubain — si des garanties sont données pour que cessent toutes les mesures de harcèlement et les agressions. Comme le dit Carlos Aldana, dirigeant du PC, secrétaire du comité central et responsable des relations internationales : « *Nous voulons rendre le système plus efficace, plus démocratique, plus performant sur le plan économique. Si on voulait bien nous laisser tranquilles, accepter Cuba telle qu'elle est — ce qui*

serait une belle expression de pluralisme mondial, puisque le pluralisme consiste à accepter plusieurs formes de gouvernement — on verrait alors si notre système est capable de s'autoperfectionner dans le sens d'une plus grande démocratie. Mais en nous acculant, en nous harcelant, en nous calomniant et en nous soumettant à toutes sortes de pressions, on ne peut pas exiger de nous d'avancer dans cette direction plus que le bon sens et l'instinct de survie nous le conseillent » (16).

Pressions et isolement

Le bras de fer s'annonce difficile : les alliés de Cuba en Amérique centrale sont acculés, l'Etat espagnol ainsi que les principaux gouvernements latino-américains soutiennent le "dialogue" version Miami, et l'on a vu ce qu'il en est de l'URSS. L'évolution de la situation en Albanie et en Corée du Nord, l'ouverture économique au Viêt-nam, face aux pressions combinées des Soviétiques et de Washington (après sa victoire écrasante dans le Golfe), montrent la difficulté qu'il y a à résister quand on est le dos au mur ; par ailleurs, le "modèle" chinois — ouverture économique et répression à la Tiananmen — n'est pas concevable à Cuba.

Le gouvernement cubain ne peut ignorer les risques de l'engrenage d'une négociation dont la contrepartie économique est aléatoire — on sait ce qu'il est advenu des promesses d'aide au Panama ou au Nicaragua.

Dans une situation aussi ardue, il faut espérer que la direction castriste prendra les devants pour ne pas se laisser imposer, dans les plus mauvaises conditions, une démocratisation institutionnelle, de toutes façons nécessaire, qu'elle ne maîtriserait plus. C'est aussi une condition impérative pour préserver la mobilisation des masses, la crédibilité du système, en bref la révolution que les fidélistes veulent défendre à tout prix. ★

7 mai 1991

13) Jacobo Timerman, *El País*, 16 décembre 1990.

14) Ancien policier de Batista, longtemps emprisonné à Cuba, qui a simulé une paralysie en prison. Il fut libéré sur l'intervention de Mitterrand, par l'intermédiaire de Régis Debray. Il est responsable de la délégation nord-américaine à la Commission des droits de l'homme, à Genève.

15) La Plate-forme démocratique inclut des démocrates chrétiens, des libéraux, des sociaux démocrates et des conservateurs, tous appuyés par leurs correspondants internationaux.

16) Cambio16, Madrid. Interview reproduite dans *Courrier International*, 18 avril 1991.

L'écologie et la crise du tiers monde

La revue britannique *The Ecologist* est une référence dans le mouvement écologiste des pays anglo-saxons et au-delà. A la fois revue scientifique, aux normes académiques, et revue d'idées, elle se caractérise par une certaine intransigeance et propose des solutions radicales à la crise écologique, sur les plans techniques, économiques, sociaux, et philosophiques.

The Ecologist manifeste une profonde préoccupation pour la crise multi-faces du tiers monde. Sa compréhension des désastres à l'œuvre dans le tiers monde, entre autres sous l'effet des politiques imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale — sujet de nombreuses contributions —, immunise absolument *The Ecologist* contre l'enthousiasme à la mode pour les "vertus" du libéralisme et du libre marché outrancier.

L'éditorial de son numéro de janvier-février 1991, rédigé par l'un de ses quatre rédacteurs, constitue un texte tout à fait passionnant. Il est certain que cette idée d'une "écologie de la libération" est une formule qu'attendaient confusément tous ceux qui n'ont cessé de croire qu'une fusion du radicalisme écologique et du radicalisme démocratique et social était une nécessité. Nicholas Hildyard vise d'ailleurs explicitement à « conclure des alliances » (voir l'article ci-contre).

On perçoit clairement que c'est la préoccupation de la crise du tiers monde qui a radicalisé le propos politique de *The Ecologist* : la claire vision du fait que la lutte contre la destruction de la nature rejoint la lutte des populations contre l'exploitation et l'oppression. De là, Hildyard conclut que toute lutte écologiste passe par la reconquête du pouvoir par les populations sur les décisions économiques et sociales, contre les minorités dominantes et leurs États.

Certes nous gardons nos réticences quant à une idéalisation certaine du passé et de son « économie populaire traditionnelle » qu'on trouve çà et là dans l'article. Mais l'affirmation de la place essentielle de la lutte des gens pour leur pouvoir, pour la démocratie directe et radicale dans tous les domaines, entre autres au plan écologique, complète et rejoint des thèmes qui nous sont propres. Un certain Marx n'avait-il pas dit : « L'émancipation sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » N. Hildyard, dans un contexte différent, et par un autre cheminement, rejoint ce principe en proclamant que la résolution de la crise écologique sera l'œuvre des populations s'émancipant elles-mêmes. ★

La Brèche, Robert Lochhead

Pour une écologie de la libération

La principale caractéristique de l'économie de marché moderne est qu'elle est exploiteuse. Exploiteuse de l'environnement et exploiteuse des gens. Qu'elle soit exploiteuse de l'environnement est aujourd'hui si bien prouvé qu'il n'est pas nécessaire d'en répéter les preuves. Mais le fait qu'elle soit exploiteuse des gens a été trop souvent mis de côté par les écologistes.

Nicholas HILDYARD



IL EST TEMPS que cette question soit placée sur le devant de la scène et que le mouvement écologiste commence à faire cause commune avec des militants sociaux, tant au Sud qu'au Nord. Il est temps, en effet, de reconnaître que si le mouvement écologiste peut utilement attirer l'attention du public sur les problèmes d'environnement, il ne peut pas espérer les aborder sans prendre en compte aussi la question plus fondamentale de la justice sociale. Et cela veut dire se confronter aux questions essentielles : comment la société est organisée, qui contrôle les ressources et détient le pouvoir de décision, qui profite des politiques sociales et économiques en cours, et qui en souffre ; et comment ces politiques peuvent être remises en cause.

Les "gens déchets"

Dans le Sud, la connexion intime entre la crise écologique et les questions plus larges de la justice sociale et économique se présente d'une façon claire. Des milliers de personnes sont chaque jour jetées dans la poubelle humaine par la course au profit économique et politique à court terme. Leurs forêts sont débitées par des compagnies dont le seul intérêt est de tirer la plus grande moisson financière possible d'une seule coupe ; leurs rivières sont arrêtées par des barrages ou polluées

afin de promouvoir un développement industriel qui ne leur profite pas ; leurs terres confisquées pour planter des cultures qui seront exportées vers le Nord ; leurs vies quotidiennes opprimées par la dette, l'insolvabilité et, souvent, par l'oppression politique. Un villageois de Nouvelle Guinée, menacé d'expulsion par un projet de barrage, exprime de façon poignante le sentiment d'oppression qu'ils sont nombreux à ressentir dans le Sud : « Nous sommes devenus des gens déchets . »

Dans le Sud, les problèmes de justice sociale et de destruction de l'environnement sont liés d'une façon manifeste à l'imposition de politiques de développement qui sont en train de miner les moyens d'existence du grand nombre dans l'intérêt d'une minorité. Dans le Nord, le lien n'est pas si clair, mais il n'est pas moins étroit. Un niveau de vie élevé, un degré de prospérité, qui n'a été au demeurant rendu possible que par l'exploitation du tiers monde, préservent la majorité d'entre nous des effets destructeurs de la société industrielle moderne. Mais, comme dans le Sud, cette protection n'existe pas pour les pauvres : ceux qui vivent de leur allocation de chômage dans les grands ensembles peuvent bien se préoccuper passionnément des questions d'environnement, ils ne peuvent généralement rien y faire.

Leur pauvreté leur dénie le "choix du consommateur" qui s'offre aux plus riches : ils ne peuvent pas préférer Perrier à l'eau polluée de leur robinet. De même, la menace, et plus souvent la réalité, du chômage fait que les pauvres n'ont le plus souvent pas d'autre choix que d'accepter des emplois hautement pollués et, fréquemment, ils évitent prudemment d'exiger des conditions de travail plus saines de crainte de perdre leur emploi. En réalité, plus une communauté est pauvre, plus elle est considérée comme le dépotoir pour quelques industries polluantes.

Un seul exemple : tout récemment, le service californien d'élimination des déchets a payé 500 000 dollars à un bureau de consultants de Los Angeles, Cerell, pour identifier celles des communautés locales qui sont le moins susceptibles de refuser « une affectation du territoire lo-

calement indésirable », euphémisme du jargon des industriels pour désigner un dépôt de déchets toxiques. L'étude a conclu que ces communautés sont rurales, pauvres, politiquement conservatrices, « ouvertes aux promesses économiques », peu instruites et déjà engagées dans des « activités d'exploitation naturelle », comme par exemple l'agriculture, l'élevage ou l'extraction minière. Par conséquent, les entreprises de déchets reçoivent le conseil de « cibler » des communautés qui, dans l'optique des consultants, sont trop respectueuses de l'autorité pour s'opposer à l'emplacement de décharges, qui ne se seraient pas acceptées dans des communautés locales plus riches, plus instruites, des zones habitées par des membres de professions libérales.

C'est clair, le Nord a aussi ses « gens déchets ».

Privation et marginalisation

L'étude des consultants de Los Angeles ne révèle pas seulement le cynisme des bureaucraties modernes. En fait, la question que l'industrie du déchet posait à ce bureau était : « Qu'est-ce qui rend une communauté humaine vulnérable à l'exploitation ? » Le bureau aurait pu se contenter de répondre « des bas revenus » : mais cela aurait été une réponse incomplète et trompeuse, car il y a bien des communautés pauvres aux Etats-Unis qui se sont opposées avec détermination à l'emplacement d'un dépôt de déchets.

Ce qui fait la sophistication de l'étude de Cerrell, c'est qu'elle a très correctement identifié les bas revenus comme étant seulement l'un des facteurs qui prive une communauté de pouvoir, qui marginalise à tel point des gens, économiquement, socialement et politiquement, qu'ils ne voient d'autre choix que de participer à un système qui est exploiteur non seulement de l'environnement, mais aussi de leur santé, de la santé de leurs enfants, de leur communauté et de leur propre dignité. C'est cet état de privation de pouvoir, de marginalisation, qui distingue les communautés « cibles » de Cerrell des autres : et c'est là un état engendré par des forces qui ne peuvent pas être réduites à un simple manque matériel.

La privation de pouvoir n'est pas un phénomène récent. Dans le Nord, le processus a été inextricablement lié à l'émer-

gence de l'économie informelle ; l'introduction du travail salarié ; l'aliénation de la terre et d'autres ressources clé de l'usage en commun (même si la propriété n'en était pas forcément communale) ; l'érosion des structures politiques locales par l'empêchement de l'Etat ; l'adoption de technologies centralisatrices et grosses consommatrices de ressources mais peu créatrices d'emplois ; et les économies d'échelle.

Etre privé de pouvoir c'est pire que de se voir dénier le droit de vote ou priver de structures de gouvernement formellement démocratiques. Car détenir un pouvoir réel, le pouvoir qui confère à une communauté la compétence de trancher dans les décisions qui affectent sa vie quotidienne et son futur, implique plus que de simplement glisser tous les cinq ans un bulletin dans l'urne : cela exige que la communauté, comme un tout, soit capable d'exercer un contrôle significatif sur ses affaires économiques, sociales et politiques.

La privation de pouvoir est là quand le contrôle est effectivement retiré à la communauté et confié en lieu et place à des intérêts qui, soit ne sont pas représentatifs

melle, des activités économiques qui étaient auparavant enracinées dans des relations sociales, se sont retrouvées monétarisées : salaires et argent, plutôt que coopération et dépendance mutuelle, sont devenus la base de la subsistance. Des liens sociaux subtils, qui dans bien des cas permettaient à la communauté d'agir dans l'intérêt collectif, sont minés par de nouveaux rapports sociaux créateurs d'antagonismes et de divisions. De manière analogue, des ressources communes, telles la terre et l'eau, sont devenues des marchandises et l'accès n'y est plus déterminé par des liens sociaux, mais par le marché.

Qui a le pouvoir ?

De façon croissante, des communautés perdent le contrôle sur leurs activités économiques et, de ce fait, leur population diminue. Leurs vies deviennent dépendantes des marchés sur lesquels elles n'ont aucune influence, déterminées par des décisions auxquelles elles n'ont aucune part (et ne pourront jamais en avoir), et par des forces qu'elles ne pourront ja-

mais comprendre pleinement, pas plus que ne le peuvent les économistes.

La privation de pouvoir est un processus qui s'auto-alimente. Quand les fonctions que remplissait auparavant la communauté sont éliminées une à une, la communauté s'atrophie en tant que force sociale, économique et politique : elle cesse de fonctionner comme communauté justement parce qu'elle a de moins en moins de fonctions à remplir. Elle perd sa cohésion et devient incapable de résister à la poursuite de l'intrusion, non seulement du marché mais

également des bureaucraties qui s'introduisent pour prendre en charge les fonctions qu'elle remplissait autrefois ; l'éducation de ses enfants par exemple, ou les soins aux vieux et aux malades.

C'est une des ironies du marché que malgré les proclamations des libéraux qui l'adulent tant, il ne puisse fonctionner sans l'Etat : car c'est l'Etat qui recueille les malheureux jetés par dessus bord par le marché, les « gens déchets ». C'est le marché qui engendre une grande partie de la pauvreté épouvantable qui caractérise aujourd'hui tant de cités dans le monde industrialisé, mais c'est l'Etat qui doit assumer ce problème. Et, ce faisant, il provoque encore plus de privation de pouvoir, en rendant les gens dépendants d'une



de la communauté, soit ne lui sont liés par aucune obligation sociale, ou ne servent absolument pas à son bien-être. Ce transfert de pouvoir engendre inévitablement un nouveau jeu de structures politiques, économiques et sociales : la société est réorganisée tandis que les vieilles allégeances et relations sociales sont transformées ; et c'est cette réorganisation de la société, bien plus que le bureau de vote, qui détermine la mesure dans laquelle les gens ont plus de pouvoir ou moins de pouvoir.

Historiquement, la force la plus puissante qui a privé les gens de pouvoir, a été l'émergence de l'économie de marché. Tandis que l'économie populaire traditionnelle cédait la place à l'économie for-

bureaucratie qui, doit répondre à mille demandes différentes avec des ressources limitées en temps et en argent ; cette bureaucratie qui, par nature, est bien trop distante et impersonnelle pour traiter les gens autrement que comme "un problème".

Le processus de privation du pouvoir a été accéléré par l'imposition dans le Sud de politiques de développement modernes. Ces politiques servent spécifiquement (et explicitement) l'intention de restructurer les sociétés du tiers monde afin qu'elles puissent être incorporées dans les structures économiques, politiques et sociales produites par l'industrialisation du Nord. Il n'est guère surprenant que les agents principaux, et les bénéficiaires, du processus de "développement" aient été ces bureaucraties érigées en corps (parmi lesquelles l'Etat) auxquelles a échoué le pouvoir dont jouissaient autrefois les communautés dans le Nord.

Ceci est aussi vrai, tant pour les économies de marché de l'Ouest, que pour les économies de commandement du bloc de l'Est. Comme J.K Galbraith le remarquait : « *Le pouvoir décisif dans la société industrielle moderne est exercé non par le capital mais par l'organisation, non par le capitaliste mais par le bureaucrate industriel. Ceci est vrai dans les systèmes industriels occidentaux. C'est vrai aussi dans les sociétés socialistes. (...) Car l'organisation, c'est-à-dire la bureaucratie, est inévitable dans la technologie industrielle avancée.* »

Il est vital de comprendre les intérêts et le comportement de tels organismes bureaucratiques, si nous voulons mettre en question les forces qui sont en train de détruire l'environnement et de marginaliser les peuples. Instituées pour fabriquer ou vendre telle ou telle marchandise, pour fournir tel ou tel savoir spécialisé, pour offrir tels ou tels services spécifiques, les différentes bureaucraties se soucient avant tout de promouvoir leurs propres intérêts, de se perpétuer et d'accroître leur pouvoir et leur influence. Ce désir d'autopréservation engendre un point de vue étroit, avec des œillères, une vision en "tunnel" qui a sa propre dynamique. Les décisions ne sont pas prises parce qu'elles sont souhaitables pour des raisons sociales ou écologiques mais parce qu'elles servent des intérêts particuliers.

Réellement, nous voyons sans cesse, à nouveau, que des organisations spécialisées ont manipulé la recherche, déformé des analyses de coûts et de bénéfices et supprimé des informations dans le but de

vendre des produits connus pour leur nocivité ou de continuer des activités néfastes à l'environnement.

Quelles alliances pour le mouvement vert ?

Le pouvoir dont disposent les bureaucraties, et la privation concomitante de pouvoir des communautés locales, est un aspect central de l'Etat industriel moderne, en fait de l'ensemble du processus que nous appelons "développement". C'est la clé pour comprendre la création systématique de "gens déchets", tant au Nord qu'au Sud ; la clé pour comprendre la destruction de notre environnement ; et c'est aussi la clé pour comprendre quelles

ner à la communauté ; c'est-à-dire à prendre au sérieux la revendication de ces communautés dans le tiers monde et ailleurs, qui veulent que les habitants aient le pouvoir de décision sur leurs ressources.

Pour ce faire, le mouvement vert ne peut pas agir tout seul. Et il ne peut pas réussir si ses campagnes n'abordent pas des problèmes sociaux plus larges. Orienter nos campagnes vers le problème de privation de pouvoir peut être un des moyens de progresser, non seulement en permettant au mouvement de conclure des alliances plus larges, mais également en lui permettant de contrer plus facilement l'opinion selon laquelle la crise écologique serait purement technique. Quand nous proposons des solutions, nous ne devrions pas seulement nous demander « *Cela va-t-il éliminer une menace pour l'environnement ou promouvoir la restauration écologique ?* », mais « *Cette solution va-t-elle favoriser les intérêts des bureaucraties officielles ou ceux des habitants ?* ». En bref, « *Cela va-t-il empêcher ou encourager des communautés à renforcer leur pouvoir ou cela va-t-il accroître leur marginalisation ?* »

Car, en dernière analyse, ce n'est que par l'engagement direct et décisif des habitants et de leurs communautés dans la recherche de solutions que la crise écologique sera résolue. Comme

l'a dit Lois Gibbs, membre de la Coordination de citoyens contre les déchets toxiques, un groupe écologiste local des Etats-Unis : « *Le changement ne résulte pas de techniques rusées de pression institutionnelle, d'habiles recherches scientifiques, ou de "faits magiques", mais bel et bien de la confiance dans le sens commun des gens et de leur volonté à agir une fois qu'ils sont conscients des problèmes.* » Les groupes écologistes ne peuvent jamais rivaliser en pouvoir financier avec les intérêts auxquels ils se heurtent invariablement. Mais ils disposent d'une richesse dont la force, une fois qu'on y a recours, ne devrait pas être sous-estimée : les gens, le peuple.

Les théologiens de la libération ont argumenté depuis longtemps que l'Eglise faisait preuve de bien peu de pertinence tant qu'elle ne serait pas prête à aborder le problème du pouvoir et de l'oppression. Les écologistes ont besoin d'aborder cela même aussi : il nous faut une "écologie de la libération". ★

La Brèche,
5 avril 1991



sont les forces qui bloquent le changement. Car ces bureaucraties dominent aujourd'hui nos vies. En fait, nous y sommes inextricablement mêlé, et elles façonnent notre futur. Elles sont également le principal obstacle au changement. Ainsi si l'énergie nucléaire est aujourd'hui préférée par les gouvernements comme "solution" à l'effet de serre, ce n'est pas à cause de l'absence d'autres options, mais plutôt parce que ces options ne s'accordent pas aux priorités de ces bureaucraties qui dominent le secteur énergétique. Si l'agriculture organique n'a pas été largement adoptée, ce n'est pas parce qu'elle est une alternative impraticable, mais parce qu'elle a été systématiquement diffamée comme impraticable par l'industrie agro-alimentaire.

La réforme de ces bureaucraties peut retarder la crise écologique, mais elle ne nous rapprochera pas de sa solution. La solution, elle, ne viendra que si nous sommes préparés, en tant que mouvement écologiste, à prendre à bras le corps le problème plus fondamental de la privation de pouvoir, c'est-à-dire à arracher le pouvoir aux bureaucraties pour le redon-

Tout fini par se savoir

Le numéro du 3 mars 1991 de l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* publie une importante mise au point concernant l'histoire de l'Union soviétique. Le 21 février 1918, parut un décret-appel du Conseil des commissaires du peuple, intitulé *La patrie socialiste est en danger*. Ce document est publié dans le volume 35 des œuvres complètes de Lénine. L'appel a été attribué à Lénine, pour la première fois, le 22 avril 1942 dans un article de Boris Ponomarev dans la *Pravda*.

En 1961, les collaborateurs de l'Institut du marxisme-léninisme ont découvert le manuscrit original de l'appel. Aucun doute n'était possible : le texte fut écrit par Léon Trotsky. Néanmoins l'appel continua à être attribué à Lénine. Comme le conclut Igor Stadnik, l'auteur de l'article sur un ton ironique : « *Le mot d'ordre "La patrie est en danger" est devenu aujourd'hui le slogan des chauvins qui considèrent Léon Trotsky comme un franc-maçon complotant contre la Russie.* » ★



Un stalinien irréductible

Les éditions de l'ISP, à Francfort, sont sous le coup de poursuites judiciaires : un tribunal local leur a enjoint d'interrompre la diffusion d'un livre, à moins d'en supprimer certains passages. Fait surprenant à notre époque, il s'agit d'un ouvrage de l'historien Hans Schafranek, *Entre le NKVD et la Gestapo*, qui traite de la remise par l'Union soviétique à l'Allemagne nazie d'antifascistes allemands et autrichiens dans les années 1937-1941. On estime leur nombre à 858 hommes et femmes sortis du Goulag et qui ont péri nombreux dans les camps nazis.

L'auteur de la plainte est un stalinien de 78 ans, Emil Carlebach, qui s'était déjà illustré en 1949, lors de la parution du livre de Margarete Buber-Neumann, *Priisonnière chez Staline et chez Hitler*. Il jugeait alors que l'on avait réservé aux victimes du stalinisme le sort qu'elles méritaient et que Buber-Neumann n'était, ni plus ni moins, qu'un agent de la Gestapo. Celle-ci l'attaqua en justice, et un tribunal le condamna pour diffamation en 1951. On releva, en particulier, au cours du procès, le témoignage de Benedikt Kautsky — fils du théoricien de la social-démocratie — codétenu de Carlebach dans la baraque 22 des juifs, au camp de concentration de Buchenwald.

Kautsky déclara que Carlebach, en tant que chef du Bloc 22, n'hésitait pas à sévir contre des adversaires politiques ou d'autres détenus qui lui déplaisaient. A titre d'exemple, il l'accusa d'être à l'origine de l'assassinat de deux juifs polonais, battus à mort par des co-détenus à sa solde. Un autre ancien prisonnier, August Cohn, qui peint Carlebach comme un homme d'appareil sans scrupules, lui fit grief d'avoir tenté de faire transférer un militant autrichien au Bloc 46 des cobayes humains.

Ce sont les témoignages de Kautsky et Cohn, au procès de 1951, reproduits textuellement dans le livre de Schafranek, dont s'est saisi Carlebach pour faire interdire cet ouvrage. Il ne peut, par ailleurs, s'empêcher, au passage, d'esquisser un amalgame entre l'extrême droite et les trotskystes. ★

TCHECOSLOVAQUIE

Rencontre de la gauche



La seconde réunion des groupes de gauche de toute la Tchécoslovaquie a eu lieu à Bratislava, le 13 avril 1991. Ce genre de rencontre se tient une fois par mois, pour discuter en vue d'établir un programme commun minimum.

Il existe un net contraste entre l'optimisme des groupes slovaques, qui se lient de plus en plus à une opinion publique qui pense que les réformes de marché vont à l'encontre des intérêts nationaux slovaques, et les groupes tchèques, apparemment isolés, et confrontés à la montée des idées de droite et d'extrême droite (voir *Inprekor* n° 329 du 26 avril 1991) et à un désintérêt de plus en plus grand de la population vis-à-vis de la politique. Une partie de la gauche tchèque est largement démoralisée par les transformations du Forum civique (FC) et s'oppose aux attaques qui

sont faites aux travailleurs (voir *Inprekor* n° 323 du 1er février 1991).

La déclaration unanime issue de cette réunion refuse au gouvernement fédéral le droit d'introduire une nouvelle Constitution, car l'éventail politique présent au Parlement n'est pas représentatif du large mouvement de la population qui l'a élu.

La réunion a été incapable de venir à bout des différences concernant la question nationale. Les Slovaques sont favorables à une transformation de la confédération basée sur deux républiques souveraines, tandis que les Tchèques appuient l'idée d'une autodétermination des communautés locales, indépendamment des nationalités.

De nombreux groupes étaient présents à cette rencontre de Bratislava comme le Parti slovaque de la gauche démocratique (SDL, ancien Parti communiste), le Forum démocratique tchèque des communistes, un courant de la gauche du Parti communiste ; il y avait aussi le Forum des travailleurs slovaques, l'Union des socialistes, et les groupes tchèques de l'Alternative de gauche, et des courants du Forum démocratique et de la plate-forme verte du Parti communiste. Cette coordination est soutenue par des publications de la gauche alternative comme *Polarita*, celle du PC *Nase pravda* et la revue de la IVe Internationale, *Inprekor*. ★

GRANDE-BRETAGNE

La *Poll Tax* détestée, le cheval de bataille de Thatcher — impôt local par tête et non en fonction des revenus — devrait être abrogée en 1993. Cependant, ceux qui ne l'ont pas payée continueront à être poursuivis. Son retrait a été le résultat d'une campagne massive pour le non-paiement ; environ 12 millions de personnes ne l'ont pas acquittée.

Matt Lee, un proche de *Socialist Outlook*, avait été arrêté, avec des centaines d'autres personnes, lors de la manifestation du 30 mars 1990, qui a réuni près de 250 000 personnes à Londres (voir *Inprekor* n° 306 du 6 avril 1990) ; c'est le président de la Fédération des comités anti-*Poll Tax* de Birmingham. Le 25 mars 1991, il a été condamné à deux ans et demi de prison pour « *désordres violents* » ; l'accusation était uniquement basée sur trois minutes de film-vidéo et de faux témoignages fournis par des policiers. D'autres manifestants ont également été condamnés.

Le 26 mars 1991, le groupe de soutien aux prisonniers de la *Poll Tax* de Birmingham a décidé de répondre à ces jugements. Il cherche à fournir une aide matérielle aux emprisonnés, à faire pression pour obtenir une enquête publique sur le comportement de la police et à mener une campagne pour leur libération.

Ce groupe demande que le cas de Matt et des autres prisonniers de la *Poll Tax* soit internationalement popularisé et désireraient qu'on leur envoie des lettres ainsi que des livres, des journaux, etc. Les dons et les messages de soutien peuvent être envoyés à : Birmingham Poll Tax Prisoners Support Group, c/o 5 Exton Garden, Blackpatch, Smethwick, West Midlands, England, B66 2LT. ★